**TELEVISION**

**CONTRAT DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE**

**CESSION DE DROITS D'AUTEUR**

**SCENARIO ET DIALOGUES**

**UNITAIRE FICTION**

**ENTRE** :

**La société ……** SA ‑ SARL, au capital de …… euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de …… sous le numéro ……, dont le siège social est à …... (……), rue ……, représentée par son Président / Gérant M. / Mme ……,

Ci‑après dénommée "le Producteur",

 D'UNE PART,

**ET** :

**M. / Mme ……,** Auteur/Autrice membre de la SACD, demeurant à … ……,

Ci‑après dénommé(e) "l’Auteur",

 D'AUTRE PART,

Le Producteur et l’Auteur étant ci-après dénommés ensemble "les Parties". Il est précisé qu’aux termes du présent contrat les termes « Producteur » et « Auteur » visent indifféremment les producteurs et productrices et les auteurs et autrices.

***Nb : Ne conserver les clauses en rouge et en italique que si la SACD négocie et co-signe votre contrat***

***EN PRESENCE DE*** *:*

***La Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (SACD),*** *société civile à capital variable, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro D 784 406 936, dont le siège social est à Paris (75009), 11 bis rue Ballu,*

*Représentée par……, dûment habilité(e) aux fins des présentes,*

*Ci‑après dénommée "la SACD"*

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :**

1. que le Producteur envisage de produire une œuvre audiovisuelle, destinée principalement à la télévision, provisoirement ou définitivement intitulée :

**« ................ »**

(ci-après dénommé par le terme « l’œuvre »)

***Ou (selon le cas)***

* *que l’Auteur a écrit le synopsis / scénario dialogué / l'adaptation dialoguée d’une œuvre audiovisuelle, destinée principalement à la télévision, que le Producteur se propose de produire, provisoirement ou définitivement intitulée :*

**« ................ »**

(ci-après dénommé par le terme « l’œuvre »)

* ayant pour sujet ………… dont l’historique contractuel est détaillé dans la fiche généalogique de l’écriture (ci-après dénommée la « FGE ») annexée au présent contrat. Cette FGE devra être, le cas échéant, tenue à jour par notification à l’Auteur ou par voie d’avenant au présent contrat ;
1. que le Producteur souhaite confier à l'Auteur *seul/en collaboration avec M./Mme …*l'écriture du scénario dialogué de l’œuvre ;
2. que la présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'Auteur apportera sa collaboration à l’œuvre et cédera au Producteur les droits nécessaires à la production et à l'exploitation de l’œuvre.
3. que le présent contrat est conclu aux conditions prévues par l’accord du 17 septembre 2021 relatif aux clauses types, figurant en annexe 5 des présentes et en faisant partie intégrante, subordonnant l’attribution des aides du CNC en application de l’article L. 311-5 du code du cinéma et de l’image animée, clauses reprises à l’article 2. V, au préambule de l’article 4, à l’article 6.1 et à l’article 8.1 ; étant précisé qu’aucun avenant, ni aucune lettre complémentaire au présent contrat ne saurait contrevenir à une disposition légale ou réglementaire ou à un des articles visés au présent paragraphe.
4. que le présent contrat est conclu aux conditions et définitions prévues par l’accord interprofessionnel sur les pratiques contractuelles entre auteurs scénaristes et producteurs de fiction du 22 mars 2023 étendu par arrêté du 28 avril 2023 (ci-après dénommé « l’accord du 22 mars 2023 »).[[1]](#footnote-1)

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT** **:**

**Article 1er ‑ OBJET DE LA CONVENTION**

**1.** Le présent contrat a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Producteur commande à l’Auteur *seul/en collaboration avec M/Mme …*, qui l’accepte, l’écriture de la version définitive du scénario dialogué de l’œuvre (le scénario dialogué étant ci-après dénommé « le texte ») ainsi que les conditions d’acquisition des droits de l’Auteur sur le texte en vue de la réalisation, de la production et de l’exploitation de l’œuvre.

**2.** La version définitive du texte sera écrite par l'Auteur *seul/en collaboration avec M./Mme …………*

Toute adjonction d’un coauteur se fera d’un commun accord.

**3**. L'Auteur s'engage, pour la livraison de son travail, à respecter le calendrier suivant, établi d’un commun accord, étant rappelé que le nombre de versions est encadré par l’article 5.5 b) de l’accord du 22 mars 2023 :

1. remise de la première version du texte au plus tard le : … / ou … jours après la commande du Producteur. Les Parties conviennent toutefois de reporter à une date ultérieure déterminée d’un commun accord la remise de cette première versionen cas de modifications demandées par le Producteur en cours d’écriture.
2. après la remise de cette première version du texte par l’Auteur au Producteur, ce dernier disposera d’un délai de … *jours / semaines* pour faire part à l’Auteur par écrit de ses éventuelles demandes de modification. A défaut, la première version sera réputée acceptée par le Producteur. Par ailleurs, l’envoi de cette version par le Producteur au diffuseur vaut acceptation.
3. remise de la seconde version du texte au plus tard le : … / ou … jours après la commande du Producteur.

***Ou :***

les dates des échéances ultérieures de remise de la/des version(s) suivantes du texte seront arrêtées d’un commun accord entre le Producteur et l’Auteur et confirmées à l’Auteur par courrier électronique, les dates de paiement des échéances contractuelles prévues à l’article 5.1 étant, le cas échéant, décalées d’autant.

En cas de non-respect par l’Auteur des délais prévus ci-dessus pour la remise de tout ou partie du texte, et 6 (six) jours ouvrés ***(un délai plus long peut être négocié)*** après réception par l’Auteur *(copie à la SACD)* d’une lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, le Producteur aura la liberté de lui adjoindre ou de lui substituer un ou plusieurs co-auteurs de son choix sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels.

**4**. Il est convenu que :

- la réalisation de l’œuvre sera confiée à *M./Mme ……*

***ou***

- le réalisateur sera choisi ultérieurement d'un commun accord entre l'Auteur et le Producteur*.*

**5.** Dans le cas où le titre de l’œuvre ne serait pas celui mentionné ci-dessus, le titre définitif sera choisi d'un commun accord entre l'Auteur et le Producteur.

**Article 2 ‑ CESSION DE DROITS**

Sous réserve de l'exécution intégrale du présent contrat et du parfait paiement par le Producteur des rémunérations ci-après mises à sa charge, l'Auteur, en accord avec la SACD, cède au Producteur, dans les conditions et sous les réserves ci-après stipulées, pour le monde entier, à titre exclusif et pour la durée précisée à l'article 3 ci-dessous, les droits d'exploitation ci-après définis :

**I ‑ Exploitation par Télédiffusion**

A. Le droit d’adaptation

Le droit d’adaptation comporte :

**1.** Le droit d’adapter le scénario en le transposant lors de la réalisation de l’œuvre d’un genre à l’autre (œuvre écrite / œuvre télévisuelle) ;

**2.** Le droit de traduire, doubler ou sous-titrer l’œuvre en toutes langues.

B. Le droit de reproduction

Ce droit de reproduction comporte :

**1.** Le droit de faire réaliser l’œuvre en version originale de langue française ;

**2.** Le droit d'enregistrer ou de faire enregistrer par tous procédés techniques et sur tous supports analogiques ou numériques, connus ou inconnus à ce jour, en tous formats, les images de l’œuvre en noir et blanc ou en couleurs, les sons originaux et doublages, les titres ou sous‑titres ou avec audiodescription de l’œuvre, ainsi que les photographies fixes représentant des scènes de l’œuvre ;

**3.** Le droit d'établir ou de faire établir, en tel nombre qu'il plaira au Producteur, tous originaux, doubles ou copies de la version définitive de l’œuvre sur tous supports analogiques ou numériques ;

**4.** Le droit de mettre ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies, pour la télédiffusion de l’œuvre et toutes exploitations ci‑après énumérées ;

**5.** Le droit d’enregistrer et de synchroniser, avec les images de l’œuvre, toutes compositions musicales avec ou sans paroles, originales et/ou préexistantes ;

**6.** Le droit de numériser, moduler, compresser et décompresser ou utiliser tout autre procédé technique nécessaire à la digitalisation de l’œuvre, à son stockage, à son transfert et à sa diffusion.

C Le droit de représentation

Le droit de représentation comporte :

- Le droit de représenter ou de faire représenter l’œuvre par télédiffusion, en version originale, doublée ou sous-titrée, notamment par voie hertzienne terrestre, par satellite, par câble ou par les moyens de transmission en ligne tels que les réseaux et notamment internet et téléphonie mobile, avec ou sans service de télévision de rattrapage (dit « replay »), y compris par les services de médias à la demande (SMAD) tels que définis ci-dessous, en vue de sa communication au public, à titre gratuit ou contre paiement d'un abonnement forfaitaire ou d'un prix individualisé, à destination notamment de terminaux fixes ou mobiles, à charge pour le Producteur de rappeler aux télédiffuseurs (en ce compris les éditeurs de services de media en ligne et les services de plateforme de partage de vidéos) installés ou dont les programmes sont télédiffusés en France, Belgique, Suisse, Canada, Principauté de Monaco, Luxembourg, Espagne, Pays-Bas, Italie, Argentine, Estonie, Pologne, Principauté de Liechtenstein, Roumanie ainsi que dans tout autre territoire dans lequel la SACD, à laquelle l’Auteur est affilié, ou tout organisme de gestion collective la représentant interviendrait ultérieurement, que l'exécution des obligations souscrites à son égard ne dégage pas lesdits télédiffuseurs (en ce compris les éditeurs de services de media en ligne et les services de plateforme de partage de vidéos) des obligations qu'ils ont ou devront contracter avec les organismes de gestion collective susmentionnés.

Par exploitation de l’œuvre en « vidéo à la demande » (VOD) par des services de médias audiovisuels à la demande (SMAD), les Parties entendent la mise à la disposition de l’œuvre à l’utilisateur à sa demande et au moment et à l’endroit de son choix, à titre gratuit ou onéreux, par tous moyens de transmission tels que visés ci-dessus, par tous procédés de diffusion tels que notamment le «streaming» ou le téléchargement (progressif, temporaire ou définitif), et pour visualisation sur tout matériel de réception (notamment ordinateurs, téléviseurs connectés ou non, terminaux mobiles tels que téléphones portables, tablettes consoles de jeux etc…), quelles que soient les normes de diffusion utilisées et les fonctionnalités des systèmes d’accès conditionnel utilisés. Cette mise à disposition comprend tous les modes existants (notamment SVOD, FVOD, AVOD, TVOD, EST) et futurs, qu’il s’agisse de services de paiement à l’acte, d’abonnement, de services gratuits (financés ou non par la publicité), de services liés associés ou toute combinaison de ces modes d’exploitation.

L’Auteur est tenu de déclarer l’œuvre au répertoire de la SACD pour percevoir directement, auprès de cette dernière, les droits à lui revenir.

La SACD fournira au Producteur, sur simple demande écrite, la liste mise à jour de ces nouveaux territoires d'intervention.

Il est expressément précisé que :

- les droits de l’Auteur afférents à la retransmission simultanée, intégrale et sans changement sont et seront gérés dans le monde entier par la SACD dans le cadre des accords généraux qu'elle a conclus ou qu’elle pourra conclure directement ou indirectement avec les distributeurs.

- Pour l’exploitation par vidéo à la demande à l’acte de l’œuvre en France, la cession par l’Auteur au Producteur du droit d'exploiter l’œuvre par tout moyen de transmission permettant au public d'y avoir accès moyennant le paiement d'un prix individualisé lui est consentie aux conditions prévues au protocole en date du 12 octobre 1999 signé entre la SACD et les Organisations Professionnelles de Producteurs ou par tout accord qui s’y substituerait. Dans le cas où le protocole susvisé viendrait à expiration sans être renouvelé et à défaut de nouvel accord interprofessionnel, il est entendu entre les Parties que les conditions du protocole daté du 12 octobre 1999 continueront à être appliquées pendant toute la durée du présent contrat.

**II ‑ Exploitations secondaires de l’œuvre**

Les droits d'exploitation secondaire comportent :

**1.** L’exploitation par vidéogrammes (ou tous autres supports matériels reproduisant l’œuvre)

L'Auteur cède au Producteur le droit d’exploiter l’œuvre objet du présent contrat sur tous supports matériels connus ou inconnus à ce jour et destinés à la vente, à la location ou au prêt pour l'usage privé du public.

**2.** L’exploitation sous forme de « making of » audiovisuel

L’Auteur cède au Producteur, sous réserve du respect de son droit moral, le droit de « making of », c'est-à-dire le droit exclusif d'entreprendre la production d'une œuvre audiovisuelle, intégrant le cas échéant des extraits ou des photographies de l’œuvre, des prises et séquences ne faisant pas partie de la version définitive de l’œuvre, et ayant pour objet de décrire, analyser, commenter le processus de création de l’œuvre objet du présent contrat et de l’exploiter sur tous supports, par tous moyens, à toutes fins commerciales ou en vue d’assurer la promotion de l’œuvre (notamment dans le cadre d’un partenariat ou comme bonus présenté accessoirement à l’œuvre, etc.).

Le « making of » pourra être exploité séparément de l’œuvre, conformément et par les modes d’exploitation tels que prévus à l’article 2-I et 2-II, et/ou sous forme de « bonus » en exploitation complémentaire de l’œuvre pour les exploitations sous forme de vidéogrammes destinés à la vente, à la location ou au prêt pour l'usage privé du public.

**3.** Sous réserve du droit moral de l’Auteur, le droit d’exploiter ou autoriser l’exploitation de l’œuvre par extraits et/ou fragments, ainsi que la duplication de toutes les affiches, les photographies ou photogrammes et de tous les éléments sonores et parlants de l’œuvre (notamment les images, dialogues, musiques, etc.) et ce :

1. tant pour les besoins de la publicité et/ou de la promotion de l’œuvre,
2. qu’en vue d’une exploitation commerciale ou non commerciale de l’œuvre notamment par tous les modes d’exploitation tels que prévus au présent contrat.

Le Producteur est notamment autorisé à céder des extraits et/ou fragments (visuels et/ou sonores) et photographies de l’œuvre à des tiers en vue de leur utilisation dans des émissions de plateau, magazines télévisés et en général toutes émissions en hommage à un auteur, réalisateur, artiste interprète ou autre professionnel.

Toutefois, toute autre utilisation d’extraits dans des œuvres nouvelles (notamment film, téléfilm, jeux vidéo, etc., à l’exclusion du making of de l’œuvre) ou leur exploitation pour la publicité de marques commerciales notamment (c’est-à-dire hors publicité ou promotion de l’œuvre en elle-même ou l’un de ses éléments) demeure subordonnée à l’autorisation préalable expresse de l’Auteur. La rémunération y afférente sera déterminée de bonne foi entre les Parties.

**4.** Le droit d'exploiter tout ou partie de la bande sonore de l’œuvre sur phonogrammes (supports analogiques ou numériques).

**5.** Le droit d'autoriser la présentation publique de l’œuvre dans tout marché, festival ou manifestation de promotion.

**6.** Le droit d'exploiter l’œuvre par tous moyens et procédés audiovisuels dans les circuits non commerciaux.

**7.** Le droit de reproduire ou de faire reproduire, en toutes langues, des récits de l’œuvre, illustrés ou non, à condition que ces récits ne dépassent pas 5.000 (cinq mille) mots et ne soient destinés qu'à seule fin de publicité et de promotion de l’œuvre.

**III - Les droits d’exploitations dérivées de l’œuvre**

Le droit dit de « merchandising »*,* c’est-à-dire le droit d'utiliser tout ou partie des éléments de l’œuvre (titre, thème, personnages, décors, costumes, accessoires, etc.) en vue de la fabrication, de la distribution, de la vente, de la location, de la commercialisation ou de la promotion de tous objets ou produits :

- de jeux (non interactif) et de jouets, d'objets ou d'œuvres des arts plastiques ou arts appliqués ;

- en vue de la fabrication ou de la décoration de tous articles, notamment dans les secteurs suivants : papeterie, articles de bureau, habillement, ameublement, toilette, hygiène, alimentation, etc.

Pour la réalisation et l’exploitation dans le monde entier des éléments dérivés ci-dessus, et sans préjudice du droit moral de l’Auteur, le Producteur aura seul qualité pour conclure tout contrat nécessaire à l'exploitation desdits éléments dérivés.

**IV ‑ Droits réservés à l'Auteur**

Tous les droits qui ne sont pas expressément visés au présent article restent l'entière propriété de l'Auteur avec le droit d'en disposer à son gré et sans restriction aucune. L'Auteur conserve notamment, sans que cette énumération soit limitative, tous ses droits sur l’œuvre en vue de représentations théâtrales, d'adaptation radiophoniques et d'éditions littéraires et graphiques sous toutes formes et en toutes langues.

Les droits d'adaptation de l’œuvre sous une autre forme audiovisuelle (tels que notamment les droits de remake sequel, prequel ou spin-off de l’œuvre) sont expressément réservés par l'Auteur.

**V - Attribution des aides du CNC** **(accord du 17 septembre 2021** **relatif aux clauses types subordonnant l’attribution des aides du CNC en application de l’article L.311-5 du code du cinéma et de l’image animée)**

En application de l’article L. 311-5 du code du cinéma et de l’image animée, l'attribution des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) est subordonnée à la présence dans le présent contrat des clauses visées en préambule du présent contrat.

**Article 3 ‑ DUREE**

**1.** Les droits énumérés à l'article 2 ci‑dessus sont cédés à titre exclusif au Producteur pour une durée de …… (……) années à dater de la signature des présentes.

**2.** Au cas où dans un délai de …… (……) mois à compter de la signature des présentes, l’œuvre n'aurait pas été réalisée (l’œuvre étant réputée réalisée au moment de l'établissement de la version définitive prévue à l'article L.121‑5, alinéa 1er du code de la propriété intellectuelle), le présent contrat sera résolu de plein droit par la simple arrivée du terme et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure ou formalité judiciaire quelconque ; l'Auteur reprendra alors la pleine et entière propriété de tous ses droits et les sommes déjà reçues lui restant, en tout état de cause, définitivement acquises.

**Article 4 – REMUNERATION**

En application de l’accord du 17 septembre 2021 relatif aux clauses types subordonnant l’attribution des aides du CNC en application de l’article L.311-5 du code du cinéma et de l’image animée, il est préalablement rappelé que :

- En dehors des cas limitativement listés à l’article L. 131-4 du code de la propriété intellectuelle, la cession des droits comporte au profit de l’auteur une participation proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation.

- Conformément à l’article L. 132-25 du même code, la rémunération des auteurs est due pour chaque mode d'exploitation en contrepartie des droits cédés au producteur :

- Pour l’exploitation en salles de cinéma, elle est versée par le producteur ; elle est proportionnelle au prix payé par le public pour recevoir communication de l’œuvre compte tenu des tarifs dégressifs éventuels accordés par le distributeur à l’exploitant ;

- Pour la VAD à l’acte, elle est versée par le producteur ou, comme mentionné à l’accord entre auteurs et producteurs d’œuvres audiovisuelles relatif à la transparence des relations auteurs-producteurs et à la rémunération des auteurs du 6 juillet 2017 et rappelé à l’annexe 1 de cet accord, par l’OGC ; elle est proportionnelle au prix payé par le public pour recevoir communication de l’œuvre ;

- Pour les autres modes d’exploitation, elle est versée dans les conditions prévues au présent contrat par le producteur ou par l’OGC dont l’auteur est membre pour les modes d’exploitation et les territoires pour lesquels ledit auteur lui a confié la gestion.

- La rémunération doit être conforme aux accords professionnels relatifs à la rémunération des auteurs rendus obligatoires en application de la loi.

Il est précisé que cette rémunération s’entend hors commission d’intervention pour le cas où un tiers dument mandaté par l’Auteur négocie le présent contrat.

Il est en outre précisé que les définitions des « recettes nettes part producteur auteurs » (appelées « RNPP-A »), du « coût de l’œuvre » et du calcul de son amortissement ainsi que des « recettes nettes part producteur » (appelées « RNPP ») y contribuant, sont jointes à la présente convention en annexes 2, 3 et 4.

Il est enfin précisé que, dans cadre du mécanisme automatique de rémunération complémentaire de l’Auteur après amortissement du coût de l’œuvre défini à l’article 12 de l’accord du 22 mars 2023, les rémunérations proportionnelles prévues aux articles II et III ci-dessous seront multipliées par « x » ***(indiquer une valeur)***.

Conformément à l’article 13 de l’accord du 22 mars 2023, les Parties conviennent d’annexer au présent contrat la fiche récapitulative des éléments nécessaires au calcul des rémunérations de l’Auteur (Annexe 6).

**I ‑** **Prime de commande et minimum garanti**

En contrepartie des droits cédés à l'article 2‑I ci‑dessus, le Producteur versera à l’Auteur une rémunération forfaitaire et un minimum garanti tels que définis aux A et B ci-dessous, étant entendu que le montant de ces rémunérations devra respecter les conditions posées par l’article 8 de l’accord du 22 mars 2023 :

**A.** Une rémunération forfaitaire ***(appelée aussi « prime d’exclusivité » ou « prime de commande »)*** de :

‑ ……€ H.T. ***[minimum de 30 % du prix de cession]*** (……euros hors taxes) au titre de la cession objet du présent contrat.

**B. Un à-valoir** (*appelé aussi « minimum garanti »)* sur le produit des pourcentages prévus à la charge du Producteur aux articles 4 II et 4 III de :

‑ ……€ H.T. (……euros hors taxes).

Cette somme sera payée à l'Auteur selon les modalités de versement définies à l'article 5 ci‑après.

La somme versée par le Producteur au titre du minimum garanti n'est pas productive d'intérêts.

Le Producteur se remboursera de ce minimum garanti sur l'ensemble des sommes dont il sera redevable à l'Auteur par le jeu des pourcentages prévus aux articles 4 II et 4 III et à l’exclusion des redevances versées à l’Auteur par les organismes de gestion collective.

Le Producteur exercera la compensation jusqu’à ce que le coût de l’œuvre soit amorti ou, à défaut, jusqu'à complet remboursement du minimum garanti. Le Producteur ne pourra pas exiger de l’Auteur un remboursement de tout ou partie du minimum garanti s’il s’avère que, à l’échéance du présent contrat, l'ensemble des sommes à revenir à l'Auteur est inférieur au montant du minimum garanti et/ou que le coût de l’œuvre n’a pas été amorti.

En tout état de cause, le Producteur cesse de se rembourser du minimum garanti dès lors que le coût de l’œuvre est amorti et verse alors à l’Auteur les rémunérations proportionnelles à lui revenir au titre des articles 4 II et 4 III. Il est toutefois précisé, si l’œuvre est amortie au moment du rendu du compte définitif de production ou après recouvrement par le crédit d’impôt, que les rémunérations proportionnelles dues à l’Auteur à compter de l’amortissement du coût de l’œuvre ne seront pas dues au titre des préventes et/ou de la récupération des minima garantis de distribution figurant au plan de financement, dans la mesure où elles ont été préalablement prises en compte pour le calcul de la récupération du minimum garanti versé à l’Auteur.

Le coût de l’œuvre et le calcul de son amortissement sont précisés à l’Annexe 3 du présent contrat.

**II**. **Exploitation par Télédiffusion** :

**1. a**) Pour tous les pays mentionnés à l'article 2‑I‑C ci‑dessus, ainsi que dans tout nouveau territoire d'intervention, dans lesquels la SACD ou tout organisme de gestion collective la représentant, perçoit ou percevra auprès des télédiffuseurs (et plus généralement de tous fournisseurs de service de média) les redevances dues à raison de l'utilisation des œuvres inscrites à leur répertoire, la rémunération de l'Auteur sera constituée par lesdites redevances réparties conformément aux règles de la SACD.

**b)** Au titre de l’exploitation pay per view / vidéo à la demande à l’acte en France, la rémunération de l’Auteur sera constituée des redevances perçues par la SACD auprès des services de communication audiovisuelle, en application du protocole du 12 octobre 1999 signé entre la SACD et les organisations professionnelles de producteurs.

Cette rémunération sera répartie entre les auteurs de l’œuvre conformément aux règles de la SACD.

Par ailleurs, le Producteur versera à l’Auteur un pourcentage supplémentaire fixé à :

- …% (……pour cent) du prix public.

**2**. Pour les autres pays, le Producteur versera à l'Auteur un pourcentage de :

‑ …% (…… pour cent) sur les « RNPP-A » telles que définies à l’Annexe 2 du présent contrat.

**III - Exploitations secondaires et dérivées**

Sous réserve des dispositions ci-après, dans tous les cas où les exploitations visées aux articles 2‑II et 2-III ci‑dessus donneront lieu à des recettes en faveur du Producteur, ce dernier versera à l'Auteur un pourcentage de :

‑ ……% (…… pour cent) sur les « RNPP-A » telles que définies à l’Annexe 2 du présent contrat ;

Ou, à chaque fois que le prix public pourra être déterminable :

- ... % (……… pour cent) sur le prix hors taxes payé par le public.

Il est toutefois expressément entendu que :

1. **Au titre de l'exploitation par vidéogrammes en France**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

* Pour les producteurs membres de l’USPA :

Par protocole en date du 18 décembre 2006, modifié par avenant daté du 21 décembre 2015, la SACD, l’USPA et la SDRM ont signé un accord concernant la gestion de la rémunération des auteurs membres de la SACD au titre de l’édition vidéographique de leurs œuvres dans le cadre des contrats conclus avec les producteurs membres de l’USPA (voir note d’information accord vidéo USPA SACD SDRM à télécharger dans la rubrique «Téléchargement / Audiovisuel / Les contrats » du site de la SACD « www.sacd.fr »).

Les auteurs membres de la SACD peuvent désormais opter soit pour la gestion collective de la rémunération par l’intermédiaire de la SACD, soit pour la gestion individuelle de la rémunération par le producteur directement.

***En cas de choix de la gestion collective, insérer la clause suivante :***

Conformément aux conditions prévues au protocole du 18 décembre 2006, modifié par avenant en date du 21 décembre 2015 signé entre la SACD, l’USPA et la SDRM, en cas d’édition vidéographique de l’œuvre sur support analogique, numérique ou tout autre support matériel, à titre principal ou accessoire (compléments dits « bonus », coffrets, éditions couplées avec un magazine, un livre, un CD audio, etc.), pour la vente, la location ou le prêt, à destination de l’usage privé de l’utilisateur, les Parties déclarent opter pour la gestion collective de la rémunération due à l’Auteur qui lui sera donc versée par la SACD.

Ces rémunérations seront constituées des sommes perçues par la SDRM, à qui la SACD a confié un mandat pour la reproduction des œuvres appartenant à son répertoire, auprès de l’éditeur vidéographique de l’œuvre au taux tel que défini au protocole.

***En cas de choix de la gestion individuelle, insérer la clause suivante :***

Conformément aux conditions prévues au protocole du 18 décembre 2006, modifié par avenant en date du 21 décembre 2015 signé entre la SACD, l’USPA et la SDRM, en cas d’édition vidéographique de l’œuvre, sur support analogique, numérique, ou tout autre support matériel, à titre principal ou accessoire (compléments dits « bonus », coffrets, éditions couplées avec un magazine, un livre, un CD audio, etc.), pour la vente, la location ou le prêt, à destination de l’usage privé de l’utilisateur, les Parties déclarent opter pour une gestion individuelle de la rémunération due à l’Auteur qui lui sera donc versée par le Producteur.

À ce titre, la rémunération de l’Auteur sera constituée d’un pourcentage de :

- ……% (…… pour cent) du Chiffre d’Affaires Net hors taxes de l’éditeur vidéographique, c’est-à-dire le chiffre d’affaires réalisé au titre de l’exploitation vidéographique de l’œuvre, tel que déclaré au Producteur par l’éditeur comme servant de base de calcul à la rémunération du Producteur conformément au contrat d’édition vidéographique conclu entre ces derniers.

Conformément aux conditions prévues au protocole précité, le Producteur s’engage à informer expressément tout éditeur vidéographique éventuel de ce qu’il versera directement à l’Auteur la rémunération susvisée et s’engage par la même à rendre compte à ce dernier de l’édition vidéographique qui sera faite de l’œuvre et à verser les sommes dues dans les conditions prévues au présent contrat.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* ***Pour les producteurs non membres de l’USPA :***
1. *Pour l’exploitation de l’œuvre dans son intégralité sur tous supports vidéographiques destinés à l’usage privé du public, le Producteur versera à l’Auteur, en application de l’article L.132-25 du Code de la Propriété Intellectuelle, une rémunération proportionnelle en un pourcentage fixé à :*

*- …% (…… pour cent) du prix hors taxes payé par le public.*

***ii)*** *Le prix public ne pouvant être connu avec certitude ni contrôlable par le Producteur au jour de la signature du présent contrat, les Parties conviennent dans cette attente que le Producteur paiera à l’Auteur, à-valoir sur la rémunération mentionnée en i) ci-dessus, une rémunération proportionnelle en un pourcentage fixé à :*

*- …% (…… pour cent) du Chiffre d’Affaires Net de l’éditeur vidéographique.*

*On entend par « Chiffre d’Affaires Net de l’Editeur vidéographique » le chiffre d’affaires réalisé par l'exploitation de l’œuvre, tel que déclaré au Producteur par l’Editeur comme servant de base de calcul à la rémunération du Producteur conformément au contrat d’édition vidéographique conclu entre ces derniers.*

***iii)*** *Si, au cours de l'exécution du présent contrat, le prix payé par le public devenait connu et contrôlable par le Producteur, celui-ci s'engage à calculer dès lors la rémunération de l’Auteur en application directe de la clause i) ci-dessus.*

*Dans le cas où surviendrait entre la SACD et les organisations professionnelles de producteurs audiovisuels, la signature d'un protocole d'accord ayant pour objet les conditions de la rémunération des auteurs au titre de l’exploitation vidéographique des œuvres audiovisuelles, les stipulations dudit protocole se substitueront à celles fixées ci-dessus.*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**b) Au titre de l’exploitation du making of audiovisuel**

En cas de commercialisation du making of audiovisuel de l’œuvre, la rémunération de l’Auteur sera constituée par un pourcentage fixé à :

- ...% (……pour cent) des « RNPP-A » telles que définies à l’Annexe 2 du présent contrat ;

Ou, à chaque fois que le prix public pourra être déterminable :

- ...% (……… pour cent) sur le prix hors taxes payé par le public.

Il est expressément entendu que, au titre de l'exploitation du making of par télédiffusion, les pourcentages ci-dessus ne seront pas dus par le Producteur dans les territoires (mentionnés à l'article 2-I-C ci-dessus) où la SACD intervient directement ou indirectement auprès des télédiffuseurs (et plus généralement de tous fournisseurs de service de média concernés) pour percevoir ou faire percevoir les redevances dues à raison de l'utilisation des œuvres inscrites à son répertoire, la rémunération de l’Auteur étant alors constituée par lesdites redevances réparties conformément aux règles de la SACD.

Il est également expressément précisé que toute exploitation non commerciale, toute exploitation dans le cadre d’un bonus d’un vidéogramme de l’œuvre et toute exploitation au titre d’un partenariat visant à aider l’élaboration de l’œuvre (notamment partenariat avec des opérateurs de téléphonie ou internet), ne donnera pas lieu au versement d’une rémunération, à la condition toutefois que ces exploitations ne génèrent aucune rémunération au profit du Producteur.

**c) Exploitation de tout ou partie des éléments de l’œuvre sous forme de phonogrammes du commerce**

En toute hypothèse, que sa contribution soit ou non reprise sur les phonogrammes du commerce, l’Auteur percevra du Producteur une rémunération proportionnelle aux « RNPP-A », telles que définies à l’Annexe 2 du présent contrat, égale à :

- …% (……pour cent) sur les « RNPP-A » telles que définies à l’Annexe 1 du présent contrat ;

Indépendamment de cette rémunération et si tout ou partie de sa contribution est reprise sur les phonogrammes du commerce, le Producteur s’engage à informer préalablement l'Auteur de toute exploitation phonographique afin de lui permettre d’effectuer les formalités nécessaires – notamment de déclaration de l’œuvre – auprès –de l’organisme de gestion collective concerné qui percevra et répartira les droits revenant à l’Auteur en sus de la rémunération visée à l’alinéa précédent.

**d) Exploitation sous forme de « merchandising »**

Dans tous les cas où l'exploitation des éléments de l’œuvre tels que définis à l'article 2-III donnera lieu à des recettes en faveur du Producteur, ce dernier versera à l'Auteur un pourcentage de :

- ...% (………pour cent) sur les « RNPP-A » telles que définies à l’Annexe 2 du présent contrat ;

Ou à chaque fois que le prix public pourra être déterminable :

- ...% (………pour cent) sur le prix public hors taxes.

**IV - Pourcentage complémentaire après amortissement du coût de l’œuvre**

Indépendamment de ce qui est prévu aux articles 4 II et 4 III ci-dessus du présent contrat, le Producteur s’engage à verser à l’Auteur, après amortissement du coût de l’œuvre, c'est‑à‑dire lorsque l’apport du Producteur figurant au plan de financement définitif de l’œuvre est amorti, un pourcentage complémentaire fixé à :

- …% (……pour cent)des « RNPP » telles que définies à l’Annexe 4 du présent contrat, et ce sans limitation de somme ni de durée.

Le pourcentage mentionné ci-dessus s’appliquera sur les « RNPP » à provenir de l’exploitation totale et sans réserve de l’œuvre dans le monde entier, y compris l’exploitation par télédiffusion.

**V - Rémunération pour copie privée ‑ Gestion collective**

Il est précisé, pour autant que de besoin, que l'Auteur conservera intégralement sa part des redevances à lui revenir au titre du droit à rémunération pour copie privée des œuvres, notamment celle instituée par l'article L.311‑1 du code de la propriété intellectuelle, qu'il percevra directement de la SACD, ainsi que tous les droits qui sont ou seront gérés de manière collective.

**Article 5 ‑ REDDITION DES COMPTES ‑ PAIEMENT**

**1.** Les rémunérations prévues à l'article 4‑I ci‑dessus feront l'objet des règlements bruts hors taxes suivants de la part du Producteur[[2]](#footnote-2) :

***Exemple :***

 ‑ ……€ H.T. (……euros hors taxes) payables à la signature des présentes ;

 - ……€ H.T. (……euros hors taxes) payables à la remise de la première version du texte au Producteur ;

 - ……€ H.T. (……euros hors taxes) payables à la remise de la seconde version du texte au Producteur.

**2.** A compter de la première exploitation de l’œuvre, les comptes d'exploitation - pour l’ensemble des modes et des territoires ayant donné lieu à exploitation de l’œuvre - seront arrêtés au 31 décembre de chaque année, et adressés à l’Auteur *(la SACD)* dans les 3 (trois) mois de leur date d'arrêté, accompagnés s'il y a lieu du produit des pourcentages revenant à l'Auteur conformément aux stipulations de l'article 4 ci‑dessus.

Par ailleurs, pour l’application des articles 4-I.B et 4-IV du présent contrat, le Producteur adresse à l’Auteur *(la SACD)*, au nom et pour le compte de l’Auteur, le compte de production de l’œuvre (comprenant le coût définitif et le financement définitif de l’œuvre), tel que certifié par son commissaire aux comptes, dans les six mois suivant la date d’achèvement de l’œuvre.

Dans l’hypothèse où l’œuvre n’est pas amortie au moment de son achèvement, le Producteur adresse annuellement à l’Auteur *(la SACD)*, un état actualisé du solde du coût de l’œuvre restant à amortir (incluant le compte de RNPP), dans le même délai que la remise des comptes d’exploitation prévu à l’alinéa 1er du présent article.

Le Producteur tiendra dans ses livres une comptabilité d'exploitation qui devra être tenue à la disposition de l’Auteur *(la SACD)*, le Producteur reconnaissant d'ores et déjà à l’Auteur *(la SACD)* le droit de contrôler ladite comptabilité à son siège social à quelque moment que ce soit à des jours et heures ouvrables, sous réserve d'un préavis de 8 (huit) jours.

L’Auteur *(La SACD)* aura tous pouvoirs pour demander, *(au nom de l'Auteur)*, justification des comptes et du coût de l’œuvre qui lui seront fournis ; conformément à l'article L.132‑28, 2ème alinéa du code de la propriété intellectuelle, le Producteur sera notamment tenu de fournir à la SACD, sur simple demande, la copie de tout contrat par lequel il céderait à des tiers tout ou partie des droits dont il dispose relativement à l’œuvre objet des présentes.

**3.** Tous les règlements devront être effectués, *(pour le compte de l'Auteur)*, par virement sur le compte bancaire de l’Auteur *(la SACD),* dans un délai maximal de 30 jours à compter de la survenance de l'évènement déclenchant le paiement.

Le non-paiement de tout ou partie des sommes dues à l’Auteur au titre des présentes entraînera l’application d’une pénalité de retard calculée en multipliant le montant des sommes dues par un taux de 10% (dix pour cent) majoré du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente, dans les conditions prévues à l’article L.441-10-II du code de commerce, et ce à compter du jour suivant sa date d’exigibilité jusqu’au paiement effectif.

Le Producteur devra s’acquitter du paiement des échéances prévues au présent contrat dans un délai maximal de 30 jours à compter de la survenance de l’évènement déclenchant le paiement. Tout retard de paiement entraînera également l’application de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue par le décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012, sans préjudice d’une indemnisation complémentaire dans le cas où les frais de recouvrement réellement exposés s’avèreraient supérieurs à cette somme.

Toutes les sommes dues seront majorées de la TVA, au taux et dans les conditions légales en vigueur.

*Aucune déduction ne devra être opérée par le Producteur au titre du précompte de sécurité sociale, de la CSG (contribution sociale généralisée) et du RDS (Remboursement de la dette sociale) sur les sommes versées à l'Auteur, la SACD ayant elle‑même reçu mandat de l'ACOSS pour prélever les cotisations dues à cet organisme. Toute somme payée à la SACD pour le compte de l’Auteur sera majorée des cotisations retraite lorsqu’elles sont dues.*

*Le producteur devra, en revanche, faire son affaire auprès de l’ACOSS du versement de la contribution diffuseur et à la formation professionnelle continue.*

Le producteur devra opérer les déductions au titre du précompte de sécurité sociale, de la CSG (contribution sociale généralisée) et du CRDS (contribution remboursement de la dette sociale) sur les sommes versées à l’Auteur et faire son affaire auprès de l’ACOSS de la contribution diffuseur et à la formation professionnelle continue ainsi que des cotisations retraite lorsqu’elles sont dues.

**4.** Il est rappelé qu’en application de l’article 2233 1° du code civil, la prescription de l’action en paiement des rémunérations dues à l’Auteur court à compter de la communication de la reddition des comptes par le Producteur à l’Auteur *(la SACD)*.

Faute par le Producteur de rendre les comptes ou de payer l'une des sommes dont il est redevable envers l’Auteur et la SACD aux échéances prévues en vertu des articles 5.1 et 5.2 ci-dessus, le présent contrat pourra être résilié conformément et selon les modalités prévues à l’article 12 des présentes.

**Article 6 ‑ PUBLICITE**

**1.** **Droit au respect du nom et de la qualité de l’Auteur**

Le Producteur respecte et veille à faire respecter le droit à la paternité de l’Auteur résultant des dispositions de l’article L. 121-1 du code de la propriété intellectuelle.

A ce titre, le Producteur veille à ce que le nom et la qualité de l’Auteur figurent notamment au générique de l’œuvre ainsi que, lorsque les conditions matérielles le permettent et selon les modalités prévues par le présent contrat, sur d’autres supports d’exploitation et de promotion. Le nom de l’Auteur sera obligatoirement cité dans les caractères les plus favorisés, de la façon suivante, immédiatement avant ou après le titre de l’œuvre :

**SCENARIO, ADAPTATION, DIALOGUES DE**

**………**

Tous les caractères du prénom et du nom de l’Auteur devront être de même hauteur, même largeur et même grosseur.

Sur le générique de début de l’œuvre, la mention ci-dessus fera l'objet d'un carton seul et fixe si ce procédé est utilisé.

**2.** Toutefois, en dehors de la publicité standard visée ci-dessus, le Producteur se réserve le droit de faire une publicité spéciale dérivant d'un slogan publicitaire ou d'une phrase dite d'accrochage ne permettant la mention d'aucun nom à l’exception de ceux des acteurs principaux.

**3.** Le Producteur ne saurait toutefois être tenu pour responsable de la publicité faite par ces derniers en dehors du matériel publicitaire fourni par lui‑même ou ses distributeurs ; en conséquence, l’Auteur est d'ores et déjà autorisé à agir directement vis‑à‑vis des ayants droit du Producteur en cas de manquement aux présentes dispositions.

**Article 7 ‑ CONSERVATION DES ELEMENTS AYANT SERVI A LA REALISATION DE L’ŒUVRE ET EXPLOITATION SUIVIE DE L’ŒUVRE**

**1.** Le Producteur s'engage, conformément aux dispositions de l’article L.132-24, dernier alinéa, du code de la propriété intellectuelle, à assurer la sauvegarde et la conservation permanentes en France dans un laboratoire ou organisme habilité (Service des Archives Cinématographiques, Cinémathèque Française, INA...) :

- master PAD (Prêt à diffuser), image et son.

Le Producteur sera tenu d'indiquer à l'Auteur, sur simple demande, le lieu de dépôt desdits éléments.

**2.** Un exemplaire de l’œuvre sur support DVD (ou tout autre nouveau support commercialisé) sera remis à l'Auteur, gratuitement et pour son usage personnel et privé dès la livraison du PAD.

**3.** En application des termes de l’article L.132-27 du code de la propriété intellectuelle, le Producteur s’oblige à rechercher une exploitation suivie de l’œuvre.

Les conditions de cette recherche sont définies par l’accord du 3 octobre 2016, étendu par l’arrêté du 7 octobre 2016, ou par tout accord ou texte règlementaire qui s’y substituerait à l’avenir.

*L’Auteur donne expressément mandat à la SACD de veiller à la recherche d’exploitation suivie de l’œuvre dans les conditions prévues à l’article L. 132-27 du code de la propriété intellectuelle et l’accord étendu susvisé, ou tout accord qui s’y substituerait, notamment pour réclamer par écrit au Producteur toute information relative aux efforts qu’il a engagés pour remplir cette obligation.*

**Article 8 ‑ PROTECTION DES DROITS**

**1. Protection des droits de l’Auteur (accord du 17 septembre 2021 relatif aux clauses types subordonnant l’attribution des aides du CNC en application de l’article L.311-5 du code du cinéma et de l’image animée) :**

* Etablissement de la version définitive de l’œuvre

L’œuvre est réputée achevée lorsque sa version définitive a été établie d'un commun accord entre d’une part, du réalisateur [[3]](#footnote-3) et, d’autre part le Producteur, sauf, le cas échéant, stipulation prévoyant, conformément à l’article L. 121-5 du code de la propriété intellectuelle, l’accord d’autres co-auteurs.

* Droit au respect de l’œuvre

Le Producteur respecte et veille à faire respecter l’intégrité de l’œuvre conformément aux dispositions des articles L. 121-1 et L.121-5 du code de la propriété intellectuelle.

A cet égard notamment, la matrice de la version définitive de l’œuvre ne peut être détruite. Toute modification de la version définitive exige l'accord du réalisateur ou, éventuellement, des coauteurs et tout transfert de l'œuvre sur un autre type de support en vue d'un autre mode d'exploitation nécessite la consultation préalable du réalisateur [[4]](#footnote-4).

**2.** Sous réserve des apports aux organismes de gestion collective et des droits propres des coauteurs éventuels, l'Auteur garantit au Producteur, mais ce, sans préjudice des dispositions de l’article 2-IV, l'exercice paisible des droits cédés et notamment :

- qu'il n'introduira dans son travail aucune réminiscence ou ressemblance pouvant violer les droits d'un tiers ;

- qu'il n'a fait ni ne fera aucun acte susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le Producteur des droits que lui confère la présente cession.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

***Uniquement en cas d’œuvre basée sur un fait divers ou sur une personne ayant réellement existé, proposer la clause suivante :***

*Compte tenu de l’objet même de l’œuvre, il est d’ores et déjà prévu que des éléments auront pour fondement des faits d’actualité, des trajectoires de personnes ayant existé, etc., ce que le Producteur déclare connaître et accepter.*

*Il est entendu entre les Parties que toute décision finale d’insertion de faits ayant réellement existé ou inspiré de faits réels appartiendra au Producteur. Ces questions étant systématiquement abordées avec le Producteur lors de l’écriture, toute procédure à l’encontre de l’Auteur sera prise en charge par le Producteur. Le Producteur fera notamment son affaire de toutes les autorisations nécessaires. L’Auteur l’assistera, si besoin est, dans cette tâche.*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**3. Intelligence artificielle**

Afin de préserver les droits de l’Auteur sur l’œuvre, et de manière plus générale ses droits au titre de son activité d’auteur, y compris son droit moral, dans le cadre de l’utilisation de l’intelligence artificielle (IA) au moment de la création ou après celle-ci, il est expressément convenu ce qui suit.

3.1. Le Producteur ne peut en aucune façon reproduire et/ou utiliser l’œuvre et/ou l’une de ses composantes (texte, graphisme, réalisation…) ou adaptations, de quelque manière que ce soit, aux fins d’alimentation des technologies d’intelligence artificielle pour générer quelque création que ce soit ou, plus généralement, à des fins d’exploitation, sauf autorisation expresse et préalable de l’Auteur. De même, le Producteur ne pourra autoriser un tiers au présent contrat à procéder aux opérations visées au présent paragraphe sans l’autorisation expresse et préalable de l’Auteur.

3.2. L’Auteur ne peut être tenu d’utiliser l’IA générative ou de travailler à partir d’un texte ou de tout autre élément généré par l’IA.

3.3. L’Auteur s’engage à informer le Producteur de tout recours à l’IA qui serait inclus dans le texte/scénario soumis et à indiquer la nature et la part de ce recours.

3.4. Le Producteur s’engage à ce que l’œuvre objet des présentes ne soit pas produite à quelque stade que ce soit par des technologies d’intelligence artificielle sans information préalable de l’Auteur. En ce qui concerne les versions étrangères de l’œuvre, le Producteur ne peut recourir à des technologies d’intelligence artificielle ou traducteurs/doubleurs non humains sans information préalable de l’Auteur. Aux fins de clarification, les technologies d’intelligence artificielle peuvent être utilisées comme outil pour aider à la traduction/doublage, à condition que la traduction/le doublage soit effectué(e) essentiellement par un traducteur/doubleur humain qui contrôle, examine et approuve chaque mot de la traduction/du doublage.

3.5. Lorsque les droits y afférents sont cédés, le producteur s’engage à ne produire ou à n’autoriser un tiers à produire par une technologie d’intelligence artificielle aucune adaptation, aucun remake, sequel, prequel, spin off et aucun aménagement de l’œuvre de quelque nature que ce soit sans accord préalable de l’Auteur.

3.6. Le Producteur s’engage à ne pas utiliser d’éléments générés par l’IA pour la création de visuels de promotion de l’œuvre sans l’accord exprès préalable de l’Auteur. Aux fins de clarification, les technologies de l’intelligence artificielle peuvent être utilisées par un humain comme outil pour l’aider à la création de visuels de promotion de l’œuvre, à condition que les visuels découlent essentiellement de la création humaine et que l’humain ait le contrôle final sur le visuel.

3.7. Dans l’hypothèse où la loi française ou toute autre norme applicable en droit français, y compris des accords professionnels, prévoirait au regard de l’utilisation de l’IA des dispositions plus protectrices de l’auteur au titre de ses droits patrimoniaux, de leur exercice et de leur rémunération ou au titre de son droit moral, ces dispositions s’appliqueraient dans le cadre du présent contrat à compter de leur entrée en vigueur.

3.8. Les présentes dispositions s’appliquent à tous les éléments utilisés pour la création de l’œuvre, y compris ceux qui n’auraient pas été finalement retenus pour l’établissement de sa version définitive.

3.9. Le producteur s’engage à informer, par tout procédé approprié, les tiers, notamment les diffuseurs et les distributeurs, des stipulations du présent article, et à veiller à leur respect par lesdits tiers, en particulier dans le cadre des dispositions des articles L. 122-5-3 III et R. 122-8 du code de la propriété intellectuelle.

**4.** Le Producteur aura, par le fait des présentes, le droit de poursuivre toute contrefaçon, imitation ou exploitation, sous quelque forme que ce soit de l’œuvre, dans la limite des droits cédés aux termes du présent contrat, mais à ses frais, risques et périls et à sa propre requête.

**5.** Il est bien entendu que l'Auteur ne garantit les droits cédés que dans la mesure et les limites où la propriété littéraire et artistique est reconnue et assurée par la législation, les usages et la jurisprudence locale de chaque pays.

**6.** L'Auteur accepte de se prêter à fournir toute attestation qui pourrait être demandée par le Producteur pour les organismes officiels français ou étrangers auxquels le Producteur aurait à remettre ladite attestation.

**7.** L'Auteur reconnaît expressément au Producteur le droit de commander à un ou plusieurs traducteurs de son choix une version du travail du ou des textes acceptés en une ou plusieurs langues étrangères. Dans ce cas, les Parties conviennent de ce que l'intervention d'un ou plusieurs traducteurs n'entraînera, pour l'Auteur ou pour le Producteur, aucune modification d'aucune sorte dans l'exécution du présent contrat.

**8.** L'Auteur autorise dès à présent, dans le cadre de l'exercice de son droit moral tel que défini notamment par les articles L.121-1 et L.121-5 du code de la propriété intellectuelle, l'insertion dans l’œuvre, à l'occasion de son exploitation et notamment de sa télédiffusion, de messages publicitaires intéressant toutes firmes, marques de produit ou de services et ce, dans le strict respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

De même, l'Auteur accepte expressément la présence à l'écran, pendant le cours de la diffusion de l’œuvre, de la marque distinctive ou "logo" du télédiffuseur ainsi que celle de la signalétique relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence.

L'Auteur est également avisé que l’œuvre pourra faire l'objet d'opérations de parrainage ou "sponsoring", ce qu'il déclare accepter.

**Article 9 ‑ RETROCESSION A UN TIERS**

Le Producteur aura la faculté de rétrocéder à tout tiers de son choix le bénéfice et les charges de la présente convention à la condition :

* conformément aux dispositions de l’article L.132-28, alinéa 3, du code de la propriété intellectuelle, d’en informer préalablement l’Auteur par lettre recommandée *(copie adressée à la SACD , Direction des Affaires Juridiques et des Contrats Audiovisuels)* dans un délai minimal d’un mois avant la date effective de la rétrocession ;
* conformément aux dispositions de l’article L.132-28, alinéa 2, du code de la propriété intellectuelle, communiquer à *(la SACD, pour le compte de)* l’Auteur, la copie du contrat de rétrocession, dans un délai de 15 (quinze) jours suivant sa signature.

Le Producteur sera tenu d’informer le cessionnaire de son obligation de respecter l’intégralité des obligations découlant du présent contrat.

**Article 10 - ATTRIBUTION D’UN NUMERO INTERNATIONAL D’IDENTIFICATION DE L’ŒUVRE AUDIOVISUELLE (ISAN)**

Le Producteur s'engage à enregistrer à sa charge l’œuvre auprès de l’Agence Française ISAN aux fins d’obtenir de cette dernière l’attribution d’un numéro international d’identification ISAN (International Standard Audiovisual Number), et ce au plus tard avant la première communication au public de l’œuvre.

A la demande de l’Auteur *(ou de la SACD)*, le Producteur sera tenu d'indiquer à l’Auteur ledit numéro ISAN de l’œuvre.

**Article 11 - MESURES TECHNIQUES DE PROTECTION**

Sans préjudice des dispositions de l’article L.311-1 du code de la propriété intellectuelle consacré à la rémunération pour copie privée et en application des dispositions de l'article L.131-9 du code de la propriété intellectuelle, l’Auteur reconnaît que le Producteur devra, dans le cadre de toute exploitation numérique qui serait faite de l’œuvre et/ou de ses éléments accessoires conformément à l'article 2 des présentes, et en particulier dans le cadre de toute exploitation en vidéo à la demande de l’œuvre et ou de ses élément accessoires (en diffusion linéaire (streaming) et ou en téléchargement temporaire et/ou définitif), recourir :

* à toutes mesures techniques de protection (et notamment mais non exclusivement à tous procédés de cryptage et/ou de détection et de blocage territorial) telles que ces mesures sont définies et autorisées à l'article L.331-5 du code de la propriété intellectuelle,
* à toutes mesures techniques d'information de l’œuvre (et notamment mais non exclusivement à tous procédés de marquage et/ou de tatouage numérique/ watermarking) telles que ces mesures sont définies et autorisées à l'article L.331-11 du code de la propriété intellectuelle,
* à tout outil de suivi et de protection des œuvres (comme des systèmes de reconnaissance d’empreinte) chargé de lutter contre la présence de contenus contrefaisants notamment sur les plateformes en ligne,

ce aux fins d'empêcher toute copie illicite, de veiller au respect de la territorialité des droits qui sont concédés au Producteur et/ou qu'il accordera à tout tiers et plus généralement de veiller au respect des droits de l'Auteur et/ou du Producteur sur l’œuvre et ses éléments accessoires.

Sur demande écrite de l'Auteur, le Producteur communiquera à ce dernier les caractéristiques essentielles des mesures de protection et/ou d'information ainsi utilisées.

**Article 12 ‑ CLAUSE DE RESILIATION**

L’Auteur aura la faculté de résilier, par lettre recommandée avec accusé de réception, le présent contrat en cas :

- d’absence de reddition de comptes telle que visée à l’article 5 des présentes, et/ou

- de non-paiement des échéances dues en application des articles 5.1 et 5.2 des présentes, et/ou

- de non-respect des obligations de l’article 6 des présentes, et/ou

- de non-respect de l’ensemble des dispositions requérant un accord préalable de l’Auteur.

Cette résiliation s’opèrera de plein droit sans formalité judiciaire quelconque à l’expiration d’un délai de 30 (trente) jours suivant l’envoi par l’Auteur *(ou la SACD)* au Producteur d’une mise en demeure sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, aux torts et griefs du Producteur et sans préjudice de tous dommages-intérêts supplémentaires.

L’Auteur recouvrera alors l’ensemble des droits cédés au présent contrat et les sommes qui lui auront été déjà versées lui resteront, en tout état de cause, définitivement acquises, et les sommes encore dues par le Producteur deviendront immédiatement exigibles.

**Article 13 ‑ INSCRIPTION AUX REGISTRES DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL**

Le Producteur s'engage à inscrire, si besoin est, la présente convention aux Registres du Cinéma et de l'Audiovisuel. Justification de cette inscription devra être fournie par le Producteur à l’Auteur *(la SACD)* dans les 3 (trois) mois suivant l’inscription au registre.

**Article 14 - DONNEES PERSONNELLES – SIGNATURE ELECTRONIQUE**

**1.** Dans le cadre du présent contrat, les Parties *et la SACD* s’engagent à respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, et notamment le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », modifiée et mise à jour (ci-après la « Règlementation Données Personnelles »).

Chaque Partie *ainsi que la SACD* est *(sont)* responsable*(s)* du traitement des données personnelles qu’elle*(s)* effectue*(nt)*, pour ses *(leurs)* besoins respectifs, dans le cadre de son *(leur)* activité, et notamment du traitement des données personnelles collectées et traitées en exécution du présent contrat.

Les Parties *ainsi que la SACD* feront leur affaire du respect des obligations qui leur incombent respectivement, en application de la Règlementation Données Personnelles. Elles s’engagent en particulier à :

* Mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles de sécurité et de confidentialité appropriées pour assurer la protection des données personnelles, au regard notamment du risque inhérent au traitement et à la nature des données à protéger ;
* Traiter les données personnelles ainsi que toute éventuelle copie aux fins, à titre principal, d’exécution du présent contrat ;
* S’assurer, le cas échéant, que leur personnel et éventuels sous-traitants se conforment à ces obligations et respectent la Règlementation Données Personnelles ;
* Informer les personnes concernées des traitements qu’elles réalisent et répondre à leurs demandes relatives au traitement des données personnelles dont elles sont respectivement responsables.

En particulier, le Producteur informe [l’Auteur] qu’il collecte et traite :

* les données personnelles suivantes : ses nom et prénom, sa qualité professionnelle, son image, (son adresse postale *lorsque l’Auteur n’élit pas domicile à la SACD)*, le titre de l’œuvre objet du contrat, le cas échéant son adresse électronique,
* sur la base du présent contrat et des obligations légales dont il est tenu,
* aux fins de gestion administrative, d’exécution et de suivi du contrat.

Seuls ont accès auxdites données personnelles, dans la limite de leurs attributions respectives, le personnel habilité du Producteur en charge de l’exécution et du suivi du contrat, les organismes sociaux, ainsi que le Centre National du Cinéma et de l’image animée et l’Agence française ISAN.

*En cas de transfert de données personnelles en dehors de l’Union européenne*

*L’Auteur est informé que dans le cadre de l’exploitation de l’œuvre, un transfert des données personnelles en dehors de l’Union Européenne (notamment nom et prénom et captations d’image) pourra être effectué. En ce cas, et s’il est effectué dans un pays qui n’assure pas un niveau de protection adéquat au sens de la Réglementation Données Personnelles, le Producteur s’engage à encadrer le transfert dans des conditions qui garantissent un niveau de protection adéquat des données personnelle, notamment par la signature préalable de « Clauses Contractuelles Types » appropriées.*

Le Producteur conservera les données personnelles susvisées pendant la durée d’exécution du contrat puis toute la durée des prescriptions légales applicables en cas de litige.

*Sur la base du présent contrat, et pour sa bonne exécution, le Producteur collecte en outre des données personnelles des membres du personnel de la SACD (nom et prénom, courriel professionnel, n° de téléphone professionnel) et s’engage à les traiter dans le respect de la Règlementation Données Personnelles.*

L’Auteur et toute personne concernée par le traitement de données personnelles effectué par le Producteur en exécution du contrat peuvent exercer leurs droits (accès, rectification, effacement et portabilité des données, limitation et opposition au traitement, définir des directives relatives au sort de leurs données après leur décès), en s'adressant à : XXXX.

Ils sont informés qu’ils peuvent également déposer une plainte auprès de la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL), notamment en cas de difficultés dans l’exercice de leurs droits.

2. *Le cas échéant :*

Les Parties conviennent de conclure le présent Contrat, établi sous la forme d’un écrit électronique au sens des articles 1365 et 1366 du code civil, au moyen d'un procédé de signature électronique conforme à la législation en vigueur et répondant aux exigences de l’article 1367 du code civil, au règlement « eIDAS » n°910/2014 du 23 juillet 2014, et à toutes autres dispositions susceptibles de les compléter ou de s’y substituer.

Les Parties acceptent de recourir au procédé de signature électronique fourni par le prestataire de signature électronique retenu par les Parties.

Les Parties admettent que cet écrit électronique constitue l’original du présent Contrat. Il est précisé que celui-ci estétabli et conservé par le prestataire de signature électronique, dans des conditions de nature à permettre d’identifier dûment ses signataires et à garantir sa parfaite conformité et son intégrité. Dès sa signature, un exemplaire du Contrat est adressé automatiquement à chacune des Parties par le prestataire de signature électronique.

Les Parties reconnaissent que cet écrit électronique constitue la preuve de leur engagement contractuel, en application de l’article 1356 du code civil. Elles s’engagent à ne pas contester la recevabilité, l’opposabilité ou la force probante du présent Contrat, sur le fondement de sa nature électronique.

**Article 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

**1.** La présente convention est régie par la loi française.

**2.** Tout différend qui viendrait à se produire à propos du contrat concernant notamment sa validité, son interprétation, et/ou son exécution, sera réglé par voie de médiation, conformément aux règlements de l’Association de médiation et d’arbitrage des professionnels de l’audiovisuel (AMAPA) que les Parties déclarent accepter, en leur qualité de professionnels.

Les Parties acceptent d’ores et déjà qu’il soit fait application du règlement de médiation de l’AMAPA dans sa rédaction à la date du litige.

En cas d’échec de la médiation, les Parties déclarent faire attribution de compétence aux tribunaux compétents, sauf si elles décident alors de signer un compromis donnant compétence à l’AMAPA pour organiser un arbitrage.

**Article 16 - ELECTION DE DOMICILE**

A l’effet des présentes, les Parties élisent domicile aux adresses visées en tête du présent contrat.

Fait à ……, le ……., en 3 (trois) / *4* *(quatre)* exemplaires dont un pour les Registres du Cinéma et de l'Audiovisuel

**L'Auteur Pour le Producteur**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

***Pour la SACD***

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ANNEXE 1**

**FGE (Historique du projet)**

En application et dans les conditions de responsabilité de l’article 4 de l’accord du 22 mars 2023, cette fiche engage la responsabilité des producteurs et des auteurs, tenus de fournir des informations exactes, exhaustives et actualisées. Toute FGE établie en méconnaissance de cette obligation engage la responsabilité de la partie à qui le manquement est imputable.

**I/ Paternité du sujet (y compris en cas d’adaptation)**

- *mention d’éventuels accords entre auteurs*

*- éléments particuliers liés au projet*

**II/ Obligations de l’Auteur**

* Liste des options et contrats de cession signés par l’Auteur avec un(e)/des producteur(s)/productrice(s) précédent(e)(s)

- *Type de contrat (option ou cession) / Date du contrat (signature et/ou fin du contrat) / Objet du contrat / Nom du précédent producteur/productrice*

-

* Nom des éventuels co-auteurs ayant déjà collaboré au projet

- *Type de contrat (option ou cession) / Date du contrat (signature et date de résolution du contrat ou d’expiration de l’option) / Objet du contrat / Nom du/de la précédent(e) producteur/productrice*

 -

* Nom du ou des éventuel(s) diffuseur(s) précédemment impliqué(s) dans le développement du projet

-

**III/ Obligations du Producteur**

* Liste de tous les contrats relatifs à l’œuvre signés par le Producteur avec tous les auteurs à date de signature du présent contrat
* *Nom auteur (et éventuellement agent) / Date du contrat / Type de contrat (option ou cession) / Objet du contrat*
* *…*
* En cas de substitution de l’Auteur, le Producteur devra informer l’Auteur et son représentant par e-mail avec accusés de réception et de lecture de l’ajout d’un nouveau co- auteur en mettant ce dernier en copie de cet e-mail.

Le Producteur est tenu de notifier par écrit à l’Auteur la liste exhaustive des contrats conclus avec l’ensemble des auteurs de l’œuvre au plus tard à la livraison du PAD au diffuseur.

**ANNEXE 2**

**DEFINITION DES RNPP-A**

**SERVANT DE BASE DE CALCUL DE LA REMUNERATION PROPORTIONNELLE LEGALE DE L’AUTEUR**

Les Parties au présent contrat conviennent de faire application des dispositions de l’accord relatif à la transparence des relations auteurs-producteurs d’œuvres audiovisuelles et à la rémunération des auteurs conclu le 6 juillet 2017 et étendu par voie d’arrêté ministériel du 7 juillet 2017.

Les « RNPP-A », telles que mentionnées aux articles 4-I et 4-II du présent contrat, sont définies de la manière suivante, étant rappelé que les aides financières, apports coproducteur français, apports SOFICA ou tout autre apport financier servant à financer l’œuvre (à l’exception des préventes et des minima garantis mentionnés au 1- ci-après), et le crédit d’impôt, ne constituent pas des RNPP-A constituant l’assiette de rémunération proportionnelle de l’Auteur :

1. **Recettes brutes**

Les recettes brutes sont constituées par les montants hors taxes encaissés par le Producteur et/ou par toute personne ou société mandatée pour négocier au nom et pour le compte du Producteur (déduction faite des retenues à la source d’ordre fiscal) au titre de toutes exploitations de l’œuvre relevant de l’article L. 131-4 du code de la propriété intellectuelle et ne relevant pas de la gestion collective, quelle qu’en soit la nature, en intégralité et par extrait, à titre commercial ou non commercial, quels que soient les supports, procédés et moyens de communication, connus ou inconnus, en toutes langues et en toutes versions, dans les territoires du monde entier, en ce compris également les montants perçus au titre des exploitations dérivées de l’œuvre dites « *merchandising*».

Les à-valoir et minima garantis encaissés par le Producteur au moment du préfinancement de l’œuvre, ainsi que les sommes versées au Producteur au-delà desdits à-valoir et minima garantis, quand ils relèvent de modes d’exploitation non rémunérés par la gestion collective ou par le second alinéa de l’article L. 132-25 du code de la propriété intellectuelle, sont pris en compte dans la détermination de l’assiette de rémunération de l’Auteur dans les mêmes conditions que les ventes sur lesquelles ils s’adossent et selon les règles définies ci-après. Le montant ainsi perçu par l’Auteur constitue une avance sur les RNPP-A et doit être récupéré par le Producteur.

Dans l’hypothèse d’exploitations couvrant à la fois, d’une part un ou plusieurs modes d’exploitation relevant de la gestion collective, et d’autre part un ou plusieurs modes d’exploitation relevant de la gestion individuelle et de l’application des RNPP-A constituant l’assiette de rémunération de l’Auteur, et dès lors que la répartition entre ces deux périmètres n’est pas établie par ailleurs, le Producteur procèdera à un calcul au prorata permettant de définir la quote-part relevant des RNPP-A.

Dans l’hypothèse d’exploitations couvrant à la fois, d’une part un ou plusieurs territoires relevant de la gestion collective, et d’autre part un ou plusieurs territoires relevant de la gestion individuelle, et dès lors que la répartition entre ces deux périmètres n’est pas établie par ailleurs, le Producteur procèdera à un calcul au prorata permettant de définir la quote-part relevant des RNPP-A.

**Coproduction franco-étrangère**

Si l’œuvre est produite en coproduction franco‑étrangère, le montant de la participation du coproducteur étranger (et toutes les sommes qui seraient versées en complément au Producteur) sera considéré forfaitairement comme RNPP-A pour les pays dont les droits d'exploitation sont réservés exclusivement à ce coproducteur étranger, en application des accords de coproduction, ainsi que pour la part de recettes à revenir à ce dernier dans les territoires qui ne lui sont pas réservés exclusivement mais font l'objet d'un partage entre les coproducteurs, en application des accords de coproduction.

En conséquence, les recettes attribuées au coproducteur étranger et provenant de l'exploitation dans les territoires réservés et partagés ne seront pas décomptées à l'effet des présentes.

Ainsi, à titre d’exemple, si le coproducteur étranger se voit octroyer une part de recettes de 30% dans le reste du monde (hors territoires réservés), les 70% restant seront seuls considérés comme des RNPP-A.

Dans l’hypothèse de territoires réservés et partagés couvrant à la fois, d’une part un ou plusieurs territoires relevant de la gestion collective, et d’autre part un ou plusieurs territoires relevant de la gestion individuelle, le Producteur procèdera à un calcul au prorata permettant de définir la quote-part relevant des RNPP-A.

1. **Commissions et frais d’exploitation du distributeur ou du Producteur en cas d’absence de mandataire**

La commission de vente s’entend de la rémunération versée à une personne morale ou physique chargée de la commercialisation de l’œuvre pour laquelle elle a reçu mandat.

Le Producteur s’engage à documenter et justifier l’ensemble des commissions et frais d’exploitation opposables à l’Auteur, sauf quand lesdits frais relèvent d’un forfait.

Les commissions et frais suivants engagés par le distributeur ou directement par le Producteur, dans le cadre de l’exploitation de l’œuvre, peuvent être opposés à l’Auteur selon les modalités suivantes :

1. **commissions de vente ou prévente :**

Les commissions de vente ou prévente opposables par le Producteur à l’Auteur sont les suivantes : commission négociée contractuellement par le Producteur avec le distributeur, opposée au réel dans la limite d’un plafond de 30% des recettes brutes hors taxes encaissées, sous-commissions incluses, pour des exploitations commerciales et plafonnée à 50%, sous-commissions incluses, pour des exploitations non commerciales.

Il est toutefois précisé que :

* en cas de recours à une capacité de distribution interne du Producteur, une commission forfaitaire de 20% des recettes brutes hors taxes encaissées, sous-commissions incluses, pour des exploitations commerciales en France et Europe francophone, de 30% des recettes brutes hors taxes encaissées, sous-commissions incluses, pour des exploitations commerciales hors France et Europe francophone, et de 50%, sous-commissions incluses, pour des exploitations non commerciales, sera prélevée par le Producteur ;
* dans l’hypothèse où le distributeur participe sous forme de minimum garanti au plan de financement de la production de l’œuvre en contrepartie des mandats de distribution, le taux de commission opposable, pour les exploitations commerciales, sera le taux de commission négocié contractuellement par le Producteur avec le distributeur, opposé au réel dans la limite d’un plafond de 40% ; en cas de recours à une capacité de distribution du Producteur par l'intermédiaire d'une filiale ou d’une société filiale du même groupe, la combinaison entre le minimum garanti et le taux de commission opposable, dans la limite du plafond de 40% susmentionné, devra être conforme aux usages du marché ;
* concernant les exploitations dérivées de l’œuvre dites « *merchandising*», le taux de commission opposable à l’Auteur sera le taux réel plafonné à 40% pour la France et à 50% hors France.
1. **frais d’exploitation**

Les frais ou coûts d’exploitation s’entendent de l’ensemble des dépenses engagées par le Producteur et/ou par toute personne ou société mandatée pour négocier au nom et pour le compte du Producteur, au titre de l’exploitation de l’œuvre. Ces frais sont entendus comme :

1. **Frais usuels opposés forfaitairement**
* frais de tirage des copies sur tous supports, frais d’encodage et transferts numériques ainsi que coût des supports, frais de mise en norme du cessionnaire des droits pour une exploitation France ou internationale ; frais de stockage et frais de vérification du matériel ;
	+ frais d’envoi numérique de fichiers, frais de transport du matériel, droits de douane ;
	+ frais usuels de promotion et de publicité de l’œuvre (bandes démo, promotion, inscription marchés, brochures, photos, frais d’achat publicitaires, projections etc.) nécessaires à la promotion de l’œuvre ;
	+ frais d’assurance, hors assurance Erreurs & Omissions (« E&O ») ;
	+ frais liés au recouvrement ;
	+ frais usuels de traduction ;
	+ tous les autres frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à l’exploitation.

Ces frais usuels font l’objet d’un forfait de 5% des recettes brutes opposé à l’Auteur.

* + 1. **Autres frais opposés au réel :**
	+ frais de création ou d’accès au sous-titrage et/ou au doublage, tant pour l’exploitation directe dans une langue étrangère que pour l’aide à la vente ;
	+ frais non usuels de marketing, de publicité et de promotion de l’œuvre, en ce compris les frais de lancement ;
	+ frais d’assurance E&O ;
	+ frais d’adaptation aux conditions et modes de diffusion du marché (reformatage et *remasterisation* pour le marché international et français).
1. Les aides financières éventuellesperçues par le distributeur (ou le Producteur en l’absence de distributeur) au titre de l’exploitation de l’œuvre doivent être portées au crédit des frais déductibles, déduction faite le cas échéant d’une commission de vente dans les conditions susmentionnées.
2. Les préventes internationales sont régies par les mêmes règles en matière de plafonnement des taux de commission et de frais opposables que les autres ventes internationales.

**ANNEXE 3**

**COMPTE DE PRODUCTION (COUT ET FINANCEMENT DEFINITIFS DE L’ŒUVRE) ET AMORTISSEMENT DU COUT DE L’ŒUVRE**

Les Parties au présent contrat conviennent de faire application, en ce qui concerne l’établissement du coût de l’œuvre, de son financement et du calcul de son amortissement, des dispositions des articles L. 251-2 et L.251-6 du code du cinéma et de l’image animée et celles de l’arrêté ministériel du 7 juillet 2017.

Il est rappelé que le Producteur établit, postérieurement à l’achèvement de l’œuvre, le compte de production (comprenant le coût définitif de l’œuvre, son financement définitif ainsi que l’éventuel solde du coût de l’œuvre restant à amortir).

* + 1. **Coût de l’œuvre**

Le coût de l’œuvre, établi selon les modalités imposées par l’arrêté du 7 juillet 2017 et transmis au CNC, comprend toutes les dépenses directes et indirectes hors taxes à la charge du Producteur à l’occasion de la préparation, du tournage et de la post-production de l’œuvre. Il est précisé qu’aucun imprévu ne peut être imputé dans le coût définitif de l’œuvre.

Il est précisé, s’agissant des dépenses indirectes imputables sur le coût de l’œuvre, que les frais financiers, frais généraux et la rémunération du Producteur font l’objet d’une affectation forfaitaire, modulée conformément au tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | frais généraux | frais financiers | rémunération du producteur délégué |
| fiction financée à plus de 70 % par l’éditeur de services de télévision au titre de sa contribution à la production indépendante, et coproduite par cet éditeur de service | 10 % | 1,5 % | Pour le *prime time* des éditeurs de services de télévision « historiques » \* :70k€ / 90'35k€ / 52'17,5k€ / 26'Dans les autres cas : négociation de gré à gré entre producteur et éditeur de services de télévision |
| fiction, dans les autres cas (hors coproductions internationales) | 2 % |

*\* les services de télévision « historiques » désignent les services suivants : TF1, France 2, France 3, Canal+, France 5, Arte et M6.*

Les dépenses indirectes imputables sur le coût de l’œuvre résultent de l’application des taux forfaitaires définis dans le tableau ci-dessus sur les dépenses directes totales de l’œuvre, incluant notamment les éventuels moyens techniques mis à disposition.

**2. Financement définitif de l’œuvre**

Le plan de financement de l’œuvre est constitué des apports suivants :

1. apport(s) du Producteur (et des coproducteurs éventuels) ;
2. apport(s) du ou des éditeur(s) de services de télévision (au sens de l’article 12 du décret n° 2010-747 du 2 juillet 2010) français, réparti(s) entre :
3. préachat de droits de diffusion
4. apport en coproduction
5. aides financières du CNC ;
6. autres apports français (région, PROCIREP, etc) ;
7. SOFICA non adossées au Producteur et autres apports financiers ;
8. préventes étrangères ;
9. MG de distribution et/ou d’édition vidéo ;
10. coproduction étrangère ;
11. autres financements étrangers.

Il est précisé que :

* les éventuelles aides financières à l’écriture perçues directement par les coauteurs de l’œuvre ne rentrent pas dans le plan de financement de l’œuvre ;
* le crédit d’impôt audiovisuel ne rentre pas dans le plan de financement de l’œuvre.

**3. Amortissement du coût de l’œuvre**

Tous les apports énumérés à l’article 2 ci-dessus dans le plan de financement définitif sont pris en compte pour l’amortissement du coût de l’œuvre, à l’exception du ou des apport(s) du Producteur (et des coproducteurs éventuels) tel(s) que visé(s) au a) de l’article 2 ci-dessus.

Ainsi, si le financement définitif est supérieur au coût définitif, on constate une marge acquise au Producteur ; il n’y a donc pas d’apport du Producteur au plan de financement définitif et l’œuvre est réputée amortie.

A contrario, si le financement définitif est inférieur au coût définitif, il subsiste un apport du Producteur – à amortir - au plan de financement définitif, et il n’y a pas de marge réalisée dans le compte de production.

Il est précisé que lorsqu’un financement (notamment adossé) est remboursable par le Producteur indépendamment de l’état de remontée des recettes, il fait partie intégrante de l’apport du Producteur à amortir, sous réserve qu’il figure au plan de financement définitif.

L’œuvre est donc réputée amortie dès la couverture de l’apport du Producteur figurant au plan de financement définitif.

**4. Calcul de l’amortissement du coût de l’œuvre**

Dans le cas où il subsiste un apport du Producteur à amortir, sont prises en compte pour le calcul de l’amortissement du coût de l’œuvre les sommes et recettes suivantes :

1. le crédit d’impôt

Le point d’amortissement de l’œuvre est déterminé après recoupement de l’éventuel apport du Producteur (et celui des coproducteurs éventuels) dans le financement définitif par l’intégralité du montant[[5]](#footnote-5) du crédit d’impôt dont a bénéficié l’œuvre, cette part étant égale au ratio du financement du ou des éditeur(s) de services de télévision sur le coût définitif de l’œuvre.

Le crédit d’impôt est pris en compte au fur et à mesure de son encaissement. Si le montant du crédit d’impôt perçu par le Producteur venait à être remis en cause par l’administration fiscale, le point d’amortissement de l’œuvre mentionné à l’alinéa ci-dessus serait recalculé en conséquence.

1. les « RNPP » telles qu’elles sont définies à l’Annexe 4 du présent contrat.

**ANNEXE 4**

**DEFINITION DES RNPP**

Les Parties au présent contrat conviennent de faire application, en ce qui concerne la définition des « RNPP », des dispositions des articles L. 251-2 et L.251-6 du code du cinéma et de l’image animée et celles de l’arrêté du 7 juillet 2017.

Les « RNPP » sont celles qui permettent d’atteindre le point d’amortissement du coût de l’œuvre [et qui constituent l’assiette de rémunération complémentaire de l’Auteur, visée à l’article 4-III du présent contrat, au-delà de ce point d’amortissement]. Cette définition des « RNPP » est distincte des « RNPP-A », assiette de rémunération proportionnelle légale des auteurs et définie à l’Annexe 2 du présent contrat.

L’expression « RNPP » s’entend plus particulièrement de la manière qui suit :

**1. Recettes brutes**

Les recettes brutes sont constituées des montants hors taxes encaissés par le Producteur et/ou par toute personne ou société mandatée pour négocier au nom et pour le compte du Producteur (déduction faite des retenues à la source d’ordre fiscal) au titre de toutes exploitations de l’œuvre, quelle qu’en soit la nature, en intégralité et par extrait, à titre commercial ou non commercial, quels que soient les supports, procédés et moyens de communication, connus ou inconnus, en toutes langues et en toutes versions, dans les territoires du monde entier, en ce compris également les montants perçus au titre des exploitations dérivées de l’œuvre, dites « merchandising ».

Lesdits montants hors taxes encaissés peuvent prendre la forme de redevances et/ou royautés (calculées sur un chiffre d’affaires net dont la définition sera négociée de gré à gré entre le Producteur et ses partenaires financiers) ou de recettes brutes dont pourront être déduits le cas échéant des commissions de vente, frais et reversements opposables dans les conditions définies à l’article 2 ci-après, dans le cadre du calcul des RNPP.

A ce titre, il est précisé que :

* les financements figurant au plan de financement définitif ne sont pas constitutifs de recettes d’exploitation « RNPP » : ils sont rapportés au coût définitif de l’œuvre pour déterminer si l’on constate ou non un apport du Producteur restant à couvrir au moment du rendu des comptes définitifs ;
* pour déterminer le point d’amortissement de l’œuvre, l’apport du Producteur est notamment recoupé par une quote-part du crédit d’impôt, dont il est rappelé qu’il ne constitue pas une recette d’exploitation de l’œuvre ;
* les recettes conservées par tout distributeur ou par tout tiers ayant acquis les droits d’exploitation de l’œuvre en couverture d’un minimum garanti (article 2-g de l’Annexe 3) figurant au plan de financement définitif n’entrent pas dans l’assiette des RNPP venant couvrir l’apport du Producteur (avant amortissement du coût de l’œuvre) ou faisant l’objet d’une répartition entre ayants droit (après amortissement du coût de l’œuvre) ;
* les recettes reversées aux préfinanceurs en contrepartie de leur investissement dans la production de l’œuvre à travers des apports remboursables visés aux articles 2-d, e, et/ou i de l’Annexe 3 n’entrent pas dans l’assiette des RNPP encaissées venant couvrir l’apport du Producteur (avant amortissement du coût de l’œuvre) ou faisant l’objet d’une répartition entre ayants droit (après amortissement du coût de l’œuvre), dans la limite du montant nominal de l’investissement de chacun desdits préfinanceurs augmenté du montant des intérêts capitalisés (dit « bonus ») ;
* les recettes conservées par un coproducteur étranger de l’œuvre (article 2-h de l’Annexe 3) dans ses territoires réservés n’entrent pas dans l’assiette des RNPP venant couvrir l’apport du Producteur (avant amortissement du coût de l’œuvre) ou faisant l’objet d’une répartition entre ayants droit (après amortissement du coût de l’œuvre) ;
* les recettes réservées le cas échéant par le Producteur au coproducteur étranger (article 2-h de l’Annexe 3) dans les autres territoires n’entrent pas dans l’assiette des RNPP venant couvrir l’apport du Producteur (avant amortissement du coût de l’œuvre) ; dans le cadre de la répartition entre ayants droit (après amortissement du coût de l’œuvre), les recettes réservées par le Producteur au coproducteur étranger dans les autres territoires sont incluses dans l’assiette de répartition des RNPP au 2nd rang tel que défini à l’article 5 de la présente Annexe.

**2. Commissions et frais d’exploitation du distributeur ou du Producteur en cas d’absence de mandataire**

La commission de vente s’entend de la rémunération versée à une personne morale ou physique chargée de la commercialisation de l’œuvre pour laquelle elle a reçu mandat.

Les commissions et frais suivants engagés dans le cadre de l’exploitation de l’œuvre et incombant au distributeur ou directement au Producteur en cas d’absence de mandataire, en l’absence de refacturation desdits frais au client, peuvent être opposés aux différents ayants droit sur l’assiette définie à l’article 1 de la présente Annexe.

1. **Commissions de vente ou prévente :**

Les commissions de vente ou prévente opposables par le Producteur aux différents ayants droit sont les suivantes :

* commission négociée contractuellement par le Producteur avec le distributeur, opposée au réel dans la limite d’un plafond de 30% des recettes brutes hors taxes encaissées, sous-commissions incluses, pour des exploitations commerciales et plafonnée à 50%, sous-commissions incluses, pour des exploitations non commerciales.

Il est toutefois précisé que :

* + en cas de recours à une capacité de distribution interne du Producteur, une commission forfaitaire de 20% des recettes brutes hors taxes encaissées, sous-commissions incluses, pour des exploitations commerciales en France et Europe francophone, de 30% des recettes brutes hors taxes encaissées, sous-commissions incluses, pour des exploitations commerciales hors France et Europe francophone, et de 50% sous-commissions incluses pour des exploitations non commerciales, sera prélevée par le Producteur ;
	+ dans l’hypothèse où le distributeur participe sous forme de minimum garanti au plan de financement de l’œuvre en contrepartie des mandats de distribution, le taux de commission opposable, pour les exploitations commerciales, sera le taux de commission négocié contractuellement par le Producteur avec le distributeur, opposé au réel dans la limite d’un plafond de 40% ; en cas de recours à une capacité de distribution du Producteur par l'intermédiaire d'une filiale ou d’une société filiale du même groupe, la combinaison entre le minimum garanti et le taux de commission opposable, dans la limite du plafond de 40% susmentionné, devra être conforme aux usages du marché ;
	+ concernant les exploitations dérivées de l’œuvre dites « *merchandising* », le taux de commission opposable aux ayants droit sera le taux réel plafonné à 40% pour la France et à 50% hors France.

Il est également précisé que :

* les préventes aux éditeurs de services de télévision français, qui ne constituent pas des recettes prises en compte dans l’assiette des RNPP, ne peuvent faire l’objet d’une commission opposable ;
* lorsque le Producteur a recours à une capacité interne de distribution, les préventes internationales figurant au plan de financement pourront faire l’objet de commissions opposables dans des conditions négociées de gré à gré entre le Producteur et l’éditeur de services de télévision.
1. **frais d’exploitation**

Les frais ou coûts d’exploitation s’entendent de l’ensemble des dépenses engagées, par le Producteur et/ou par toute personne ou société mandatée pour négocier au nom et pour le compte du Producteur, au titre de l’exploitation de l’œuvre. Ces frais sont entendus comme :

**i)** **Frais usuels :**

* + frais de tirage des copies sur tous supports, frais d’encodage et transferts numériques ainsi que coût des supports, frais de mise en norme du cessionnaire des droits pour une exploitation France ou internationale ; frais de stockage et frais de vérification du matériel ;
	+ frais d’envoi numérique de fichiers, frais de transport du matériel, droits de douane ;
	+ frais usuels de promotion et de publicité de l’œuvre (bandes démo, promotion, inscription aux marchés, brochures, photos, frais d’achat publicitaires, projections, etc.) nécessaire à la promotion de l’œuvre ;
	+ frais d’assurance, hors assurance Erreurs & Omissions (« E&O ») ;
	+ frais liés au recouvrement ;
	+ frais usuels de traduction ;
	+ tous les autres frais usuels, conformes aux politiques habituelles de frais de distribution et liés, notamment, aux évolutions économiques ou techniques propres à l’exploitation.

Il est précisé que les frais ci-dessus sont opposés au réel ou peuvent faire l’objet d’un plafond ou d’un forfait négocié de gré à gré entre le Producteur et le distributeur.

En cas de recours à une capacité de distribution interne du Producteur ou à une capacité de distribution du Producteur par l'intermédiaire d'une filiale ou d’une société filiale du même groupe, il est précisé que les frais ci-dessus sont opposés au réel, sauf proposition expresse du Producteur et accord de l’éditeur de services de télévision sur une opposition forfaitaire des frais.

**ii) Autres frais, sous réserve d’accord préalable du Producteur vis-à-vis de ses partenaires financiers, opposés au réel :**

* + frais de création ou d’accès au sous-titrage et/ou au doublage, tant pour l’exploitation directe dans une langue étrangère que pour l’aide à la vente ;
	+ frais non usuels de marketing, de publicité et de promotion de l’œuvre, en ce compris les frais de lancement ;
	+ frais d’assurance E&O ;
	+ frais d’adaptation aux conditions et modes de diffusion du marché (reformatage et *remasterisation* pour le marché international et français).

Il est précisé que :

* Les préventes aux éditeurs de services de télévision français, qui ne constituent pas des recettes prises en compte dans l’assiette des RNPP, ne peuvent faire l’objet de frais opposables.
* Lorsque le Producteur a recours à une capacité interne de distribution, les préventes internationales figurant au plan de financement pourront faire l’objet de frais opposables dans des conditions négociées de gré à gré entre le Producteur et l’éditeur de services de télévision.
1. Les aides financières éventuellesperçues par le distributeur (ou le Producteur en l’absence de distributeur) au titre de l’exploitation de l’œuvre doivent être portées au crédit des frais déductibles, déduction faite le cas échéant d’une commission de vente dans les conditions susmentionnées.

**3. Frais complémentaires et reversements opposables par le Producteur dans le cadre du calcul des RNPP**

Les frais définis ci-dessous sont opposés au réel.

1. Pour les modes d’exploitation et dans les territoires concernés, les reversements justifiés suivants, le cas échéant charges sociales et commissions d’agent afférentes incluses, sont également opposables (dans la mesure où ces frais n’ont pas été inclus dans le coût définitif de l’œuvre) :
* rémunération proportionnelle des auteurs prévue par les articles L. 131-4 et L. 132-25 du code de propriété intellectuelle, au-delà des minima garantis inscrits au compte de production quand cette rémunération proportionnelle ne relève pas de la gestion collective ;
* toute autre rémunération accordée aux auteurs, y compris au titre des droits d’adaptation d’une œuvre préexistante, dans le cadre du renouvellement ou de la renégociation des droits cédés au Producteur ;
* rémunération complémentaire des artistes-interprètes quand le reversement est effectué par le Producteur conformément à la Convention collective nationale des artistes-interprètes engagés pour des émissions de télévision du 30 décembre 1992 ;
* rémunérations et frais de renouvellement ou d’extension des droits des éventuels éléments additionnels protégés par le droit d’auteur (images d’archives, photos, musiques, œuvres d’art plastique, etc.).
1. Sont également opposables les frais justifiés suivants (dans la mesure où ces frais n’ont pas été inclus dans le coût définitif de l’œuvre) :
* frais et honoraires juridiques, judiciaires, de contentieux et d’audit exposés dans le cadre de la commercialisation de l’œuvre, à l’exception de ceux résultant d’un comportement fautif avéré et exclusif du producteur ;
* frais de stockage, de conservation et d’entretien, frais de restauration du support numérique et/ou physique de l’œuvre, au-delà des frais inscrits au compte de production de l’œuvre et déduction faite des éventuelles aides obtenues à ce titre, afin de permettre la mise en œuvre de l’« Accord sur l’obligation de recherche d’exploitation suivie relative aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles » du 3 octobre 2016.
1. Dans la mesure où des frais indiqués aux 3.a et 3.b ci-dessus sont pris en charge directement par le distributeur après accord du Producteur, ils pourront être opposés par le distributeur au Producteur et par le Producteur à l’Auteur.

**4. Calcul des RNPP**

Pour des recettes encaissées par le Producteur ou par son mandataire en son nom et pour son compte pour une période d’exploitation donnée, le calcul des RNPP encaissées s’effectue en suivant successivement les deux étapes décrites ci-dessous :

 **Etape 1**

Les RNPP sont calculées selon les règles et principes des articles 1, 2 et 3 de la présente Annexe pour chacun des modes d’exploitation concernés.

**Etape 2**

Toutes les RNPP ainsi obtenues sont additionnées et forment une assiette globale de RNPP.

Le cas échéant, quand des frais ou reversements sont effectués en vue de permettre l’exploitation de l’œuvre par plusieurs modes et/ou dans plusieurs territoires et qu’ils ne se rapportent pas particulièrement à une recette d’exploitation donnée, ces déductions s’imputent sur le total des RNPP issues de l’ensemble des modes d’exploitation.

Le solde constitue l’assiette totale des RNPP venant couvrir l’apport Producteur le cas échéant ou faisant l’objet d’une répartition entre les différents ayants droit concernés après amortissement, conformément aux stipulations de l’article 5 de la présente Annexe.

Si la déduction des frais et reversements visés à l’Etape 2 entraîne un solde négatif, celui-ci sera reporté sur les périodes d’exploitation suivantes, à la même étape de calcul, jusqu’à totale couverture des montants desdits frais et reversements.

**5. Détermination du point d’amortissement de l’œuvre**

Les RNPP, telles que résultant de l’application des articles 1 à 4 de la présente Annexe, s’imputent sur l’éventuel solde de l’apport Producteur après prise en compte d’une quote-part du crédit d’impôt, pour amortir le cas échéant le coût de production de l’œuvre.

Pour une période d’exploitation donnée, si les RNPP ne suffisent pas à couvrir totalement l’apport Producteur après prise en compte d’une quote-part du crédit d’impôt, le solde du montant de cet apport sera reporté sur les périodes d’exploitation suivantes jusqu’à complète récupération de l’apport Producteur.

Les RNPP, telles que résultant des articles 1 à 4 de la présente Annexe, qui sont encaissées après complète récupération de l’apport Producteur sont la base de répartition entre ayants droit disposant d’un droit à recettes après amortissement du coût de l’œuvre.

La répartition des RNPP entre ayants droit se fait selon les modalités suivantes :

**1er rang**

Sous réserve que les éditeurs de services de télévision intéressés aux recettes aient (i) été informés de l’existence de ce droit à rémunération complémentaire après amortissement préalablement à la confirmation écrite de leur investissement dans l’œuvre ou (ii) donné leur accord à tout droit à rémunération complémentaire après amortissement concédé par le Producteur postérieurement à la confirmation écrite de son investissement dans l’œuvre quand il existe un droit à rémunération complémentaire après amortissement au bénéfice de ceux-ci :

les pourcentages de RNPP au titre d’une éventuelle rémunération complémentaire revenant aux auteurs et/ou aux artistes interprètes après amortissement du coût de l’œuvre.

**2nd rang**

Le Producteur, les coproducteurs français (y compris les éditeurs de services de télévision coproducteurs) et les éditeurs de services de télévision français préacheteurs qui bénéficient d’un droit à recettes se répartissent les RNPP restantes selon les clefs de répartition prévues contractuellement.

Les versements aux ayants droit de 1er rang, quand ils existent, sont opposés aux ayants droit de 2nd rang, sous réserve des stipulations ci-avant.

Il est précisé que le Producteur s’engage à documenter et justifier l’ensemble des frais d’exploitation et commissions opposés à l’Auteur, dans le cadre des redditions des comptes devant lui être remises (article 5 du présent contrat).

**ANNEXE 5**

**Accord du 17 septembre 2021 relatif aux clauses types subordonnant l’attribution**

**des aides du CNC en application de l’article L. 311-5 du code du cinéma et de l’image animée**

Entre :

L’Association des cinéastes documentaristes (ADDOC), représentée par M. Laurent Cibien, membre du bureau collégial

Les Auteurs groupés de l’animation française (AGrAF), représentés par Anne-Claire Lehembre, co-présidente

La Guilde des auteurs-réalisateurs de reportages et de documentaires (GARRD), représentée par Mme Elizabeth Drévillon, présidente

La Guilde française des scénaristes, représentée par Mme Marie Roussin, présidente

La Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), représentée par M. Pascal Rogard, directeur général

La Société civile des auteurs multimédia (SCAM), représentée par M. Hervé Rony, directeur général

L’Union des réalisateurs et réalisatrices (U2R), représenté par M. Laurent Jaoui, président

Et :

AnimFrance, représenté par M. Stéphane Le Bars, délégué général

Le Syndicat des producteurs et créateurs de programmes audiovisuels (SPECT), représenté par M. Jérôme Caza, président

Le Syndicat des producteurs indépendants (SPI), représenté par Mme Nora Melhli, vice-présidente

L’Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA), représentée par M. Thomas Anargyros, président

Le Syndicat des agences de presse audiovisuelles (SATEV), représenté par M. Christian Gerin, président

Il a été convenu ce qui suit :

**Préambule :**

En application de l’article L. 311-5 du code du cinéma et de l’image animée, l'attribution des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) est subordonnée à l'inclusion dans les contrats conclus avec les auteurs d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles remis à l'appui d'une demande d'aide de clauses types assurant le respect des droits moraux reconnus aux auteurs par les articles L. 121-1 et L. 121-5 du code de la propriété intellectuelle et des principes énoncés aux articles L. 131-4 et L. 132-25 du même code relatifs à la détermination de leur rémunération.

Par dérogation, le CNC peut également attribuer une aide financière lorsque le demandeur établit que l'auteur avec qui est conclu le contrat remis à l'appui de la demande d'aide est un auteur de nationalité étrangère domicilié hors du territoire français et que cet auteur est impérativement soumis à une réglementation incompatible avec l'inclusion des clauses types assurant le respect des dispositions et principes mentionnés à l'alinéa précédent.

Dans ce contexte, le présent accord a pour objet d’établir les clauses types dont le contenu doit figurer, hors dérogation, dans chaque contrat passé pour la production d’une œuvre pour laquelle une aide financière du CNC est demandée.

Les contrats peuvent préciser les modalités de mise en œuvre de ces clauses, dans le respect des principes qu’elles fixent, le cas échéant par référence à d’autres accords professionnels conclus entre les organisations représentatives des producteurs et les organismes de gestion collective ou les organismes professionnels d’auteurs.

**Article 1er - Champ d’application**

Le présent accord est conclu pour l’application de l’article L. 311-5 du code du cinéma et de l’image animée.

Il s’applique à tous les contrats conclus entre un producteur qui demande l’attribution d’une aide financière au CNC et les auteurs d’œuvres audiovisuelles.

Il s’applique sans préjudice des accords interprofessionnels déjà conclus entre certaines des parties signataires.

**Article 2 - Clauses types visant à assurer le respect des droits moraux reconnus aux auteurs**

Les clauses types devant figurer dans les contrats de production audiovisuelle en ce qui concerne les droits moraux reconnus aux auteurs par les articles L. 121-1 et L. 121-5 du code de la propriété intellectuelle sont les suivantes :

**« Droit au respect du nom et de la qualité de l’auteur**

« Le producteur respecte et veille à faire respecter le droit à la paternité de l’auteur résultant des dispositions de l’article L. 121-1 du code de la propriété intellectuelle.

« A ce titre, le producteur veille à ce que le nom et la qualité de l’auteur figurent notamment au générique de l’œuvre ainsi que, lorsque les conditions matérielles le permettent et selon les modalités prévues par le présent contrat, sur d’autres supports d’exploitation et de promotion. »

**« Etablissement de la version définitive de l’œuvre**

« L’œuvre est réputée achevée lorsque sa version définitive a été établie d'un commun accord entre d’une part, le réalisateur et, d’autre part le producteur, sauf, le cas échéant, stipulation prévoyant, conformément à l’article L. 121-5 du code de la propriété intellectuelle, l’accord d’autres co-auteurs.

**« Droit au respect de l’œuvre**

« Le producteur respecte et veille à faire respecter l’intégrité de l’œuvre conformément aux dispositions des articles L. 121-1 et L.121-5 du code de la propriété intellectuelle.

« A cet égard notamment, la matrice de la version définitive de l’œuvre ne peut être détruite. Toute modification de la version définitive exige l'accord du réalisateur ou, éventuellement, des coauteurs et tout transfert de l'œuvre sur un autre type de support en vue d'un autre mode d'exploitation nécessite la consultation préalable du réalisateur. »

**Article 3 - Clauses types visant à assurer le respect des principes relatifs à la détermination de la rémunération des auteurs**

Les clauses types devant figurer dans les contrats de production audiovisuelle en ce qui concerne les principes énoncés aux articles L. 131-4 et L. 132-25 du code de la propriété intellectuelle sont les suivantes :

« En dehors des cas limitativement listés à l’article L. 131-4 du code de la propriété intellectuelle, la cession des droits comporte au profit de l’auteur une participation proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation.

« Conformément à l’article L. 132-25 du même code, la rémunération des auteurs est due pour chaque mode d'exploitation en contrepartie des droits cédés au producteur :

« - Pour l’exploitation en salles de cinéma, elle est versée par le producteur ; elle est proportionnelle au prix payé par le public pour recevoir communication de l’œuvre compte tenu des tarifs dégressifs éventuels accordés par le distributeur à l’exploitant ;

« - Pour la VAD à l’acte, elle est versée par le producteur ou, comme mentionné à l’accord entre auteurs et producteurs d’œuvres audiovisuelles relatif à la transparence des relations auteurs-producteurs et à la rémunération des auteurs du 6 juillet 2017 et rappelé à l’annexe 1 de cet accord, par l’OGC ; elle est proportionnelle au prix payé par le public pour recevoir communication de l’œuvre ;

« - Pour les autres modes d’exploitation, elle est versée dans les conditions prévues au présent contrat par le producteur ou par l’OGC dont l’auteur est membre pour les modes d’exploitation et les territoires pour lesquels ledit auteur lui a confié la gestion.

 « La rémunération doit être conforme aux accords professionnels relatifs à la rémunération des auteurs rendus obligatoires en application de la loi. »

**Article 4 – Non contrariété**

Les contrats entre producteurs et auteurs ne sauraient contenir de clauses ou d’engagements contraires aux clauses types fixées par le présent accord. Aucun avenant ni aucune lettre complémentaire au contrat ne saurait davantage y contrevenir.

**Article 5 –** **Inclusion des clauses types dans les contrats**

En application de l’article L. 311-5 du code du cinéma et de l’image animée, l'attribution des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) est subordonnée à l'inclusion dans les contrats conclus avec les auteurs d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles remis à l'appui d'une demande d'aide de clauses types assurant le respect des droits moraux reconnus aux auteurs par les articles L. 121-1 et L. 121-5 du code de la propriété intellectuelle et des principes énoncés aux articles L. 131-4 et L. 132-25 du même code relatifs à la détermination de leur rémunération.

**Article 6 - Entrée en vigueur**

Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans, reconductible tacitement par période d’un an sauf dénonciation par lettre recommandée à l’adresse de chacun des signataires, au moins six mois avant la date anniversaire. Il continue, le cas échéant, de s’appliquer dans l’attente d’un nouvel accord.

Il s’applique à tous les contrats de production audiovisuelle portant sur un projet d’œuvre audiovisuelle conclus à l’issue d’un délai de deux mois à compter de la signature de cet accord et pour toutes les demandes d’aides afférentes.

**ANNEXE 6 – FICHE RECAPITULATIVE DES ELEMENTS NECESSAIRES AU CALCUL DES REMUNERATIONS EN APPLICATION DES ACCORDS TRANSPARENCE ET PRATIQUES CONTRACTUELLES**

*Pour les adaptations de l’œuvre, consulter les conditions de cession dans le contrat*

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre Œuvre** |  |
| **Type de Contrat** | Auteur Scénariste |
| **Date de signature** |  |
| **Objet de la Cession de droits** | Bible / Arches / Scénario… |
| **Société de production** |  |
| **Durée de cession des droits** |  |
|  | **Auteur** | **Agent (le cas échéant)** |
| **Nom** |  |  |
| **Prime d’Inédit** (€ brut hors taxes) |  |  |
| **Minimum Garanti** (€ brut hors taxes) |  |  |
| **Total** |  |  |
| **Base de Calcul Recettes** | Unitaire |

**Assiettes exploitations France / gestion individuelle**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **AVANT AMORTISSEMENT** | **APRES AMORTISSEMENT** |
|  | **Auteur** | **Agent (le cas échéant)** | **Auteur** | **Agent (le cas échéant)** |
| % prix public |  |  |  |  |
| Vidéo : GC ou % CA net éditeur |  |  |  |  |
| % RNPP-A |  |  |  |  |

**Assiette exploitations Internationales / gestion individuelle**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **AVANT AMORTISSEMENT** | **APRES AMORTISSEMENT** |
|  | **Auteur** | **Agent (le cas échéant)** | **Auteur** | **Agent (le cas échéant)** |
| % RNPP-A |  |  |  |  |

**Autres éléments liés à la rémunération de l’auteur (le cas échéant) ?**

|  |
| --- |
|  |

1. Il est précisé que cet accord ne s’applique pas :

aux fictions quotidiennes feuilletonnantes,

aux séries de fiction de format court, c’est-à-dire dont la durée unitaire des épisodes est inférieure ou égale à 6 minutes, et dont le volume annuel de production est supérieur à 50 épisodes,

aux œuvres de fiction interactives ou immersives et aux œuvres de fiction exclusivement destinées aux réseaux sociaux. [↑](#footnote-ref-1)
2. Il est précisé qu’au moins 70% du montant total de la rémunération doivent être payés à la remise de la première version de la continuité dialoguée, en ce compris l’échéance de paiement due à la remise de cette continuité dialoguée. Toutefois, cette obligation ne s’applique pas :

	* aux contrats de commandes signés consécutivement à une substitution ou une adjonction de l’auteur-scénariste initial,
	* aux contrats de commande conclus avec un auteur et ayant pour objet les seuls dialogues. [↑](#footnote-ref-2)
3. Il est préconisé de prévoir contractuellement l’accord de l’Auteur scénariste/dialoguiste.

*« L’œuvre est réputée achevée lorsque sa version définitive a été établie d'un commun accord entre d’une part, l****’****Auteur, le réalisateur et, d’autre part le Producteur, sauf, le cas échéant, stipulation prévoyant, conformément à l’article L. 121-5 du code de la propriété intellectuelle, l’accord d’autres co-auteurs ».* [↑](#footnote-ref-3)
4. Il est préconisé de prévoir contractuellement l’accord et la consultation de l’Auteur scénariste/dialoguiste. [↑](#footnote-ref-4)
5. Il est conseillé de conserver ici l’intégralité du montant du crédit d’impôt, étant toutefois entendu que l’accord prévoit une prise en compte à hauteur de 75% minimum. [↑](#footnote-ref-5)